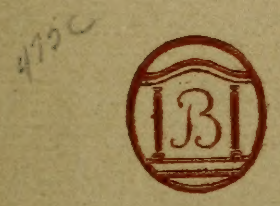

3 1761 07810480 9

Stephen ***OSUSKY***
avec la collaboration de
Jules ***CHOPIN***

MAGYARS
ET
PANGERMANISTES

Préface de M. LOUIS EISENMANN
Chargé de cours à la Sorbonne

(DEUX CARTES)



ÉDITIONS BOSSARD
43, RUE MADAME, 43
PARIS
1918

MAGYARS ET PANGERMANISTES

A LA MÊME LIBRAIRIE

Jules Chopin (J.-E. Pichon, lecteur chargé de cours à l'Université tchèque de Prague) : L'Autriche-Hongrie « brillant second », avec une préface de M. Ernest Denis, professeur à la Sorbonne.

I vol in 8. Prix : 5 fr.

PRÉFACE

M. Osusky est un de ces Slovaques que, par centaines de mille, l'oppression magyare a contraints à chercher aux États-Unis une patrie plus libérale et plus généreuse que l'ancienne. (Il fallait vraiment que la Hongrie magyare eût bien mauvaise conscience, pour craindre si fort les imaginaires complots de lycéens de douze, treize ou quinze ans!) Depuis le début de la guerre, il est l'un des plus actifs et des plus utiles serviteurs de la cause d'une Tchécoslovaquie unie et indépendante. — Dix-sept années passées, comme lecteur de français, à l'université de Prague, en même temps qu'elles donnaient à M. Chopin la rare compétence en matière austro-hongroise qui s'affirme, entre autres, dans son *Autriche-Hongrie, brillant second*, l'ont pénétré d'une sympathie aussi profonde

qu'éclairée pour cet ardent et énergique peuple tchèque, dont la résistance à la poussée germaine a, plus peut-être que n'importe quel autre facteur politique, contribué à épargner à l'Europe la conquête et la do mination prussiennes.

Le livre qui est sorti de la collaboration de ces deux hommes dresse un redoutable acte d'accusation, nourri et nerveux, contre le plus dangereux ennemi de la nation et de l'idée tchécoslovaques, la Hongrie du dualisme, de la magyarisation et de l'alliance allemande.

C'est cette Hongrie qui, à côté de l'Allemagne, porte l'écrasante responsabilité de la guerre européenne. Le *Junker* magyar était le plus docile élève du *Junker* prussien, et trop souvent même surpassait son maître. De l'impérialisme magyar d'un Tisza à l'impérialisme des pangermanistes, la différence n'est que de la taille. — Entre la politique extérieure de Tisza et celle de Tirpitz, entre sa politique intérieure et celle de Heydebrand, entre ses articles, d'ailleurs tout fourmillants de germanismes, et ceux de Reventlow, il n'y a — constatait récemment un journal magyar démocrate — pas même l'épaisseur

d'un cheveu ; et Tisza, le roi non-couronné de Hongrie, parle des nationalités soumises au joug magyar du même ton exactement que Heydebrand, le roi non couronné de Prusse, parle des Polonais de Posen. — Or c'est Tisza, ce prototype de l'oligarchie magyare, qu'il y a quelques semaines à peine Vienne et Budapest prétendaient charger de résoudre, au profit de la Hongrie, le problème yougoslave! Avec sa présomption et son aveuglement coutumiers, il ne reculait pas devant une si scandaleuse entreprise ; et, fidèle à sa manière, il procédait d'emblée par la violence, — pas même à la hussarde, à la pandoure. — Le souffle du vent d'Ouest a, depuis, dissipé ce rêve de mégalomanie. Mais qu'il ait pu même être conçu par un souverain et des ministres qui, à plusieurs reprises déjà, ont — du bout des lèvres, il est vrai, — protesté de leur respect pour le principe du droit des peuples à disposer librement d'eux-mêmes, n'est-ce pas la plus forte preuve que la Hongrie officielle est irrémédiablement pervertie par l'esprit allemand, irrémédiablement rivée à l'idéal germanique du *Mitteleuropa*, dont MM. Osusky et Chopin montrent avec

tant de clarté le rôle dans sa politique?

Aujourd'hui que *Mitteleuropa* est à terre, l'Allemagne impériale prussienne entraîne dans la ruine la Hongrie dualiste, sa complice. Elles paient toutes deux le crime d'avoir voulu immoler des nations vivantes à un État Moloch. — Au nom de l'idée de l'État hongrois, un Béla Grünwald, homme d'étude pourtant et de savoir, prétendait exiger des nationalités non magyares qu'elles se suicidassent. Un Coloman Tisza, un Désiré Banffy, un Étienne Tisza, un Wekerle, même un Albert Apponyi ne se sont que trop chargés de traduire cette doctrine en actes, dans la pratique politique et administrative. — Les pères de la Hongrie moderne, Deak et Eœtvœs, dont le souvenir aurait seul pu la protéger, s'il lui était resté une chance d'échapper à la justice immanente, voulaient qu'elle fût une patrie pour tous ses citoyens, magyars ou non-magyars : les Tisza en ont fait un fief et une ferme pour les Magyars, un bagne pour les autres. L'esprit de Deak et d'Eœtvœs eût pu faire de la Hongrie, associée à une Autriche également libérale, une grande Suisse. Mais l'État hongrois des Tisza, uni à l'État autrichien de Schmerling, a dé-

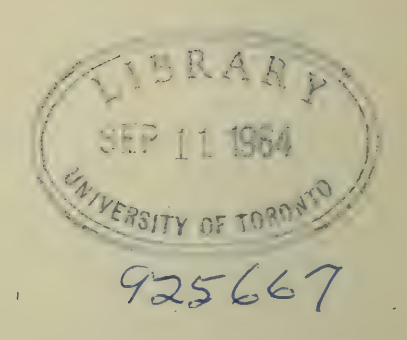
chaîné sur l'Europe la guerre où ils s'effondrent tous deux. — Qui donc doute encore que demain les Slovaques seront réunis aux Tchèques, que les Serbes et les Croates entreront dans la grande Yougoslavie, que les Roumains de Transylvanie rejoindront ceux du royaume? De la Hongrie, il ne restera qu'un État magyar, confiné dans la grande plaine où s'établirent, voici plus de mille ans, les compagnons d'Arpad, et peuplé seulement de 7 à 8 millions d'habitants, tous Magyars.

L'impérialisme d'une oligarchie égoïste et brutale a ruiné la Hongrie historique : la démocratie pourra faire vivre la Hongrie nouvelle. Le paysan magyar, race forte et grave, vaut mieux que ses maîtres ; il sait ce que c'est que l'oppression, pour en avoir souffert, et ce n'est pas lui qui se fût fait oppresseur.Pour se diriger dans une voie nouvelle,la Hongrie ne manquera pas d'esprits sincères et généreux. Entre le comte Michel Karolyi, si contradictoires que soient souvent ses idées, et le comte Tisza, il y a un abîme : et volontiers je chercherais querelle à MM. Chopin et Osusky de vouloir les confondre dans le même crime ; tout comme je regrette de les voir faire à

l'intéressant sociologue et au sincère chercheur de la vérité qu'est M. Jaszi le tort immérité de le traiter en complice de MM. Wekerle et Szterényi, les politiques retors contre lesquels il lutte avec un courage méritoire. Ceux-ci ont perdu la Hongrie : mais les Karolyi, les Jaszi pourront encore sauver les Magyars. Si l'idée de l'État hongrois, tyrannique idole à laquelle ont depuis cinquante ans sacrifié tous les partis magyars, est bien morte, la Confédération danubienne ou danubo-balkanique s'ouvrira à la Hongrie. Elle n'y occupera pas le premier rang, dont Kossuth, même assagi, rêvait pour elle ; elle n'y sera qu'une égale. Mais elle y trouvera, avec la garantie de son indépendance politique, les conditions nécessaires à sa prospérité économique. Ainsi son avenir, au prix d'un sacrifice d'amour-propre, sera meilleur et plus sûr que si l'Allemagne avait pu la prendre et la garder au piège de son *Mitteleuropa.* Quelle est la puissance de l'orgueil, des préjugés héréditaires, des haines traditionnelles, si ces Magyars si fiers de leur sens politique, si jaloux de leur indépendance, si impatients du joug étranger, ont pu ne pas voir que, par *Mitteleuropa*, leur pays était avant vingt ans, absorbé dans l'Em-

pire allemand, leur race en moins d'un siècle germanisée par la conquête économique et ses conséquences politiques! Et combien noble est la mission des Alliés, qui assurent la liberté même des peuples qui se sont dressés contre eux!

LOUIS EISENMANN.



INTRODUCTION

On peut, sans crainte d'être accusé d'exagération, affirmer que jusqu'au début de la présente guerre, l'Autriche-Hongrie était, aussi bien en Europe qu'en Amérique, à peu près inconnue du grand public. Par la force des événements elle s'est, pendant le conflit, imposée à l'attention du monde et a obligé les peuples des pays Alliés à rechercher ce qu'est en réalité la Monarchie dualiste.

Après trois longues années de lutte, à la suite du développement de la guerre et grâce aux travaux d'une phalange d'écrivains qui ont pris pour tâche d'éclairer le public de l'Entente et des pays neutres sur les conditions qui ont poussé les Empires cen-

traux à provoquer la guerre, le monde s'est aperçu à sa grande surprise, que l'Autriche n'est pas un État allemand, mais une garnison de Tchèques, de Polonais, de Ruthènes, de Yougoslaves et d'Italiens gardés en esclavage par les forces politiques et militaires d'une minorité allemande soumise elle-même à la domination de l'Empire allemand. Le public a été, par contre, moins bien renseigné sur la situation de la Hongrie et même ces longues années de guerre ne lui ont pas encore fait connaître la vérité. On continue à n'avoir sur ce pays, sur les nationalités qu'il compte, sur son rôle dans la guerre, sur ses relations avec l'Allemagne et le fameux plan pangermanique de la *Mitteleuropa*, que des idées vagues et erronées. Cela explique les prédictions fantaisistes, les espoirs fallacieux qui ont souvent conduit à une fausse interprétation des affaires politiques hongroises. Nous voudrions donc essayer d'apporter quelque lumière dans ces brûlantes questions d'actualité qu'a posées la guerre et que la guerre doit résoudre, dans ces questions qui sont d'une importance capitale et d'un intérêt vital pour les peuples de l'Entente.

LES NATIONALITÉS EN HONGRIE

Pour bien comprendre l'importance du problème hongrois, pour bien saisir la politique magyare, il est indispensable de connaître clairement la situation de la Hongrie quant aux nationalités qui la composent. Un simple coup d'œil sur la carte ci-jointe, dressée d'après les statistiques magyares officielles, suffit pour se convaincre que la Hongrie, pas plus que l'Autriche, ne constitue une nation. C'est un État hétérogène, une agglomération de nationalités gouvernées et dominées avec une rudesse et une cruauté incroyables par une seule race : les Magyars. Les chiffres du recensement officiel de la population de 1910 peuvent donner une idée des conditions nationales de la Hongrie :

Magyars	10.050.575
Allemands	2.037.435
Slovaques	1.967.970
Roumains	2.949.032
Ruthènes	472.587
Croates	1.833.162
Serbes	1.106.471
Divers	469.255
Total	20.886.487

On sait que la politique intérieure de la race dominante, les Magyars, vise à transformer la Hongrie polyglotte en un État national magyar unitaire. Les chiffres des quatre recensements suivants — où n'entre pas la Croatie-Slavonie — illustrent d'une façon frappante les progrès d'une magyarisation violente et brutale :

1787

Population totale	8.003.000	
Magyars	2.323.000	(29 0/0)
Non-Magyars	5.681.000	(71 0/0)

1869

Population totale	13.579.000	
Magyars	6.027.000	(44,4 0/0)
Non-Magyars	7.552.000	(55,6 0/0)

1890

Population totale	15.163.000	
Magyars	7.358.000	(48,5 0/0)
Non-Magyars	7.805.000	(51,5 0/0)

1910

Population totale.........	18.265.000	
Magyars	9.698.000	(53,1 0/0)
Non-Magyars	8.567.000	(46,9 0/0)

Ces chiffres disent toute la tragique histoire des malheureux peuples non-Magyars de la Hongrie. Il est de toute évidence que le nombre des Magyars ne peut pas, dans l'espace de 133 ans, être passé de 29 0/0 à 53,1 0/0 de la population, par une assimilation libre et volontaire. C'est d'autant plus incroyable que les Slaves et les Roumains habitaient le territoire de la Hongrie actuelle longtemps avant l'invasion des Magyars (891) et qu'ils ont toujours été jalousement attachés à leur langue et à leurs traditions nationales. Le nombre des Magyars n'a augmenté que depuis que ceux-ci ont décidé de faire de la Hongrie un État magyar.

Si même nous ne tenons pas compte des nombreux non-Magyars qui ont succombé aux tyranniques procédés de magyarisation, les statistiques officielles magyares que nous avons données, sont encore sujettes à caution. Les Magyars, désireux surtout de justifier autant que possible aux yeux de l'étranger les violentes méthodes qu'ils emploient pour rendre la Hongrie magyare, font tous leurs efforts pour

démontrer, au moins sur le papier, qu'ils possèdent en Hongrie la supériorité numérique. Ils usent donc de tous les subterfuges imaginables pour augmenter leur nombre et établissent leurs statistiques en conséquence.

Il est notoire que les commissions de recensement de la Hongrie, agissant selon les instructions confidentielles du gouvernement magyar, enregistrent comme Magyars une quantité considérable de Slovaques, de Ruthènes, de Croates, de Serbes et de Roumains parlant le magyar. D'éminents Magyars mêmes ne le cachent pas. C'est ainsi, par exemple, que le comte Albert Apponyi, actuellement ministre de l'Instruction publique dans le cabinet Wekerle et qui, de 1906 à 1910, avait déjà rempli les mêmes fonctions, disait dans un banquet qui eut lieu à Budapest en 1910, alors qu'il portait un toast en l'honneur de M. Jules Vargha, directeur du service de la statistique : « Notre honorable collègue combine en sa personne la poésie avec l'occupation en apparence la plus prosaïque, la statistique. Mais il n'y a là qu'apparente incompatibilité, car, ayant collaboré avec lui pendant de nombreuses années, je sais que son esprit profondément sensible est à même d'introduire dans les chiffres des statistiques un tel sentiment, de grouper ces nombres d'une

telle façon que la poésie du patriotisme y apparaît dès qu'on y jette un regard. » Traduites en langage vulgaire, ces paroles signifient que le Bureau officiel de la statistique est chargé par le gouvernement de falsifier les statistiques de façon à montrer que les Magyars possèdent la majorité. Ce témoignage d'un ministre de l'Instruction publique est une preuve éloquente que les statistiques officielles sont mises au service de la politique chauvine des Magyars et qu'elles ne représentent pas la véritable force numérique des différentes nationalités qui habitent la Hongrie.

Le défaut de statistiques officielles incontestables ne nous permet pas d'établir cette force numérique réelle des éléments ethniques de la Hongrie. Les faits que nous avons exposés montrent clairement néanmoins que le nombre des Magyars est fort inférieur aux chiffres officiels et qu'au contraire, le nombre des non-Magyars leur est de beaucoup supérieur [1]. Le chef socialiste magyar, Deszö Bokanyi, déclarait, dans un discours prononcé le 12 août 1917

[1] Selon le professeur Niederle, les Slovaques étaient, en 1900, au nombre de 2.600.000 ; les Ruthènes étaient de 150.000 plus nombreux que le disent les statistiques officielles. Cf. *La Race slave*, par LUBOR NIEDERLE, traduction de M. LOUIS LEGER (Paris 1916), p.115 et suivantes.

à Szeged, qu'il n'y a pas plus de huit millions de Magyars en Hongrie et qu'il est douteux même qu'ils atteignent ce chiffre, car on sait « que les statistiques officielles font la part du gâteau [1] ». Les Magyars, néanmoins, se prétendent appelés par la nature à dominer la Hongrie et à réduire les autres nationalités en esclavage.

[1] Cf. *Magyarorszag* du 19 août 1917, article de fond.

POLITIQUE NATIONALE DES MAGYARS

AVANT 1867 les Magyars étaient engagés dans une lutte avec les Allemands qui détenaient la prépondérance en Autriche et s'efforçaient de l'étendre également sur la Hongrie. Lorsque l'Autriche, après la désastreuse défaite de 1866, eut été exclue par Bismarck de la Confédération germanique, après avoir été vaincue en Italie, la dynastie allemande des Habsbourgs s'aperçut qu'il lui était impossible d'assurer l'hégémonie allemande sur les deux moitiés de la monarchie. François-Joseph décida donc de départager le monopole entre les Allemands et les Magyars : les Allemands devaient garder la suprématie en Autriche ; les Magyars, en Hongrie. C'est ce que réalisa l'*Ausgleich* ou compromis austro-hon-

grois de 1867, convention conclue entre la dynastie et les Magyars. Le compromis fit des Magyars les arbitres suprêmes de la Hongrie.

Ainsi, définitivement maîtres en Hongrie, les Magyars commencèrent, avec un redoublement d'ardeur, à réaliser une politique de magyarisation sans merci, dans le but de transformer les races non-magyares en une force magyare susceptible de servir leurs projets politiques et militaires.

LES SLOVAQUES

Le principal représentant littéraire de la magyarisation par la force, Béla Grünwald, dans son livre *Felvidék* (*Les hautes Terres*), exposa la célèbre doctrine du « magyar allam eszme » (idée de l'État magyar). Selon cette doctrine, les races non-magyares doivent être magyarisées dans leur façon de penser et de sentir de façon à renforcer la race magyare, qui,selon les Magyars, est destinée à gouverner les autres races de la Hongrie. Grünwald formule ainsi la politique magyare à l'égard des Slovaques : « Le réveil de la conscience nationale parmi les races non-magyares constitue un danger pour l'État ma-

gyar. Il ne peut y avoir en Hongrie que la culture magyare. Il est impossible par la douceur de gagner les Slovaques à l'idée de l'État magyar. Le seul moyen qui nous reste est de les exterminer complètement. Si les Magyars veulent survivre, il faut qu'ils se renforcent grâce à l'assimilation des nationalités non-magyares. » Les Magyars se conforment en tous points à cette doctrine.

Malgré une vive opposition de la part des Magyars, les Slovaques avaient réussi à créer trois lycées, à Velka Revuca (Nagy Rocze), Turciansky Sv. Martin (Turocz St Marton) et Klastor (Znio Varalya) et une société littéraire nationale, la Slovenska Matica. Mais l'existence de ces institutions fut de courte durée. Elles gênaient trop les Magyars.

Ils fermèrent donc les lycées en 1874, et, un an après, arbitrairement et illégalement, ils prononcèrent la dissolution de la société littéraire, la Slovenska Matica, dont ils confisquèrent tous les fonds constitués par des donations. Ils firent de ses bâtiments des institutions gouvernementales.

Depuis la clôture de ces établissements les Magyars se sont jusqu'ici obstinément opposés à la création des lycées que les Slovaques voulaient créer par leurs propres moyens. Les Slovaques luttent donc désespérément pour leur existence nationale

sans même posséder un seul établissement d'enseignement secondaire.

Selon le dernier recensement officiel, la Slovaquie, possédant une population compacte de Slovaques, possède trente-trois écoles d'enseignement secondaire (lycées d'enseignement classique ou moderne, écoles normales). Partout la langue d'instruction est exclusivement le magyar.

Leurs lycées ayant été supprimés, les Slovaques désireux d'acquérir une instruction secondaire, sont obligés de la chercher dans les écoles magyares. Voici comment Béla Grünwald, dans le livre déjà cité, définit le rôle de ces établissements. « L'école secondaire est comme une grande machine. A un bout on lance les jeunes Slovaques par centaines ; à l'autre bout on recueille des Magyars .» Si l'administration scolaire magyare s'aperçoit que des élèves slovaques cultivent leur langue maternelle ou possèdent des livres écrits en slovaque, ces jeunes gens sont immédiatement chassés de l'école. On voit par là quel est le sort des étudiants slovaques. Ou bien ils se soumettent aux procédés de magyaarisation, ou bien l'administration scolaire leur rend la vie si dure qu'il est presque impossible à un homme de la supporter.

Le sort des écoles primaires slovaques n'est

pas meilleur. Selon les dernières statistiques, les écoles primaires du territoire habité par les Slovaques comptent 266.107 élèves slovaques, dont 18,312 seulement fréquentent les 240 écoles purement slovaques où néanmoins, conformément à la loi scolaire du comte Apponyi, le magyar est enseigné 18 heures par semaine. Il y a, en outre, 978 écoles comptant 86.363 Slovaques, où la seule langue d'instruction est le magyar ; et 899 écoles, comptant 89.229 enfants slovaques où l'emploi du slovaque est, dans les deux classes inférieures, autorisé comme langue auxiliaire. Ainsi donc 8 o/o des enfants slovaques seulement peuvent, sous le régime magyar, recevoir une instruction purement slovaque [1]. Ces chiffres suffisent à eux seuls à prouver péremptoirement que le

---

[1] Le régime scolaire que nous venons d'exposer est celui qui existait sous l'ancien gouvernement Tisza qui démissionna en mai 1917. Dans le cabinet Esterhazy, qui lui succéda, le ministère de l'Instruction publique fut confié au comte Apponyi. Dès qu'il fut en possession de son portefeuille, le nouveau ministre de l'Instruction publique édicta une ordonnance selon laquelle l'emploi de la langue maternelle des élèves était absolument interdit dans les écoles primaires, même comme langue auxiliaire. Plus tard le comte Apponyi ordonna que, dans les écoles paroissiales slovaques, l'enseignement fût donné en magyar. Lors de la démission d'Esterhazy, en août, le comte Apponyi passa dans le cabinet Wekerle où il conserva le portefeuille de l'Instruction publique.

but inique des Magyars est l'extinction de la race slovaque.

Non contents des résultats obtenus par la magyarisation des écoles slovaques, les Magyars n'ont pas même reculé devant l'acte abominable que constitue la déportation des enfants slovaques. Quand, au cours de la guerre actuelle, le monde apprit que les Allemands déportaient les femmes et les enfants belges, il resta stupéfait de la barbarie inouïe de l'Allemagne, sans se douter pourtant que les Allemands ne faisaient qu'imiter leurs frères spirituels, les Magyars, coutumiers de cette barbarie.

Les Magyars organisèrent de véritables chasses aux enfants slovaques qu'ils voulaient déporter dans l'Alföld (les Basses terres) magyar et ainsi enrichir le sang magyar. La première expédition de ce genre fut entreprise en 1874. Le comitat de Trencin (Trencsen) servit alors de terrain de chasse et là, les Magyars s'emparèrent de 400 enfants slovaques, leur donnèrent un uniforme, un numéro d'ordre et comme un troupeau de bétail les transportèrent dans l'Alföld. La seconde chasse eut lieu en 1887. Elle donna 190 enfants ; la troisième, en 1888, ramena 86 enfants ; la quatrième, l'année suivante, n'aboutit qu'à la capture de 15 enfants.

Les Magyars semblent avoir été découragés par

les résultats, car il y a un arrêt dans ces horribles abominations jusqu'en 1892, où ils prirent et emmenèrent en esclavage 174 enfants, et, en 1900, où ils en prirent 24.

Ces chasses atroces, il est vrai, étaient entreprises par des associations privées, mais elles furent pratiquées avec l'approbation et même la coopération du gouvernement. Si les enfants refusaient de devenir les esclaves des Magyars ou si leurs parents refusaient de se séparer d'eux, les gendarmes étaient appelés pour aider à la déportation.

LES SERBO-CROATES

À part 656.324, qui résident dans la Hongrie proprement dite, les Serbo-Croates habitent la Croatie. Selon le compromis hungaro-croate de 1868, traité conclu entre la Hongrie et la Croatie par leurs parlements respectifs de Budapest et de Zagreb (Agram), la Croatie est légalement — c'est-à-dire sur le papier — un État souverain.

Ce traité est un produit de la machiavélique duplicité magyare. Les Serbo-Croates n'en furent guère satisfaits et lui firent une opposition acharnée:

Ce n'est pas seulement parce qu'il ne leur accordait pas, dans la mesure où ils y avaient droit, l'autonomie qu'ils revendiquaient, mais surtout parce qu'ils savaient que les Magyars n'étaient pas de bonne foi et qu'à la première occasion ceux-ci considèreraient le compromis comme un simple « chiffon de papier ». Le manque de confiance des Serbo-Croates était dû principalement aux circonstances dans lesquelles le traité fut signé par les Magyars. Les Serbo-Croates, en effet, se rendaient fort bien compte que les Magyars ne s'engageaient que poussés par la nécessité. Il leur fallait obtenir un accès à la mer Adriatique et ils ne se sentaient pas assez forts pour l'obtenir en brisant l'existence nationale de la Croatie. D'autre part, et personne ne pouvait s'y tromper, il apparaissait que si les Magyars accordaient quelques concessions à la Croatie, c'était pour se débarrasser momentanément du problème serbo-croate de façon à avoir les mains libres dans leur action contre les Slovaques et les Roumains.

Il est donc naturel que, dans de telles conditions, les Serbo-Croates se soient méfiés des Magyars et opposés au traité. Pourtant leur résistance fut vaine. Le fameux ban [1] Rauch réussit, par de vils subter-

---

[1] Le *ban* de Croatie est une sorte de vice-roi chargé de gouverner le pays au nom du roi de Hongrie.

fuges et de louches machinations, à le faire ratifier par la Diète de Zagreb.

Le Augleisch garantit à la Croatie une autonomie complète en matière administrative, judiciaire, religieuse et pédagogique ; il reconnaît l'État croate comme une entité politique souveraine dont la langue officielle est le croate. Pour les affaires communes, le traité prévoit que les affaires étrangères des deux pays seront réglées par le parlement de Budapest où la Croatie est représentée par quarante délégués.

Bien que le statut légal de la Croatie soit celui d'un État souverain,les Magyars à toute occasion violent d'une façon flagrante cette souveraineté. La loi des chemins de fer de 1907 en est un exemple ; par elle, les Magyars imposèrent à la Croatie l'usage de la langue magyare. Les Serbo-Croates protestèrent véhémentement contre cette violation de leurs droits nationaux et des obligations sacrées d'un traité. Pour toute réponse le gouvernement magyar, présidé par Wekerle et comptant dans son sein Andrassy et Apponyi, établit un régime de terreur sous prétexte de pacifier la Croatie.

Si la loi ou le droit, la justice ou l'humanité se dressent sur leur chemin, le fer et le feu sont appelés à la rescousse pour débarrasser la voie.

Voilà pourquoi le gouvernement magyar prit bien soin de ne jamais laisser vides les prisons de Croatie. Les Serbo-Croates sont constamment jetés en prison sous prétexte de conspiration avec la Serbie contre la sécurité de l'État hongrois. L'un des exemples les plus notoires du terrorisme magyar est le procès de haute trahison d'Agram, en 1907, dont 53 Serbo-Croates furent les victimes.

Nous ne voyons pas de meilleur moyen pour exposer brièvement l'idée directrice qui détermina l'attitude des Magyars envers les Croates, que de citer quelques lignes du livre du comte Joseph von Mailath : *La Hongrie rurale, sociale et politique*. L'auteur est un homme d'État magyar bien connu, membre de la Chambre hongroise des magnats, et l'ouvrage est une apologie destinée à défendre devant l'étranger la politique ethnique des Magyars. Mailath écrit, page 279 : « Je crois préférable de mettre en lumière le *côté politique* de la question croate ; car cette question est au premier chef une question de pouvoir : il s'agit, avant tout, de savoir qui est le plus fort.

Pour la Hongrie, maintenir le caractère hongrois (Mailath veut dire *magyar*) des chemins de fer de l'État hongrois, assurer s'il le faut par la force et au besoin par le fer et le feu la suprématie de la langue

hongroise (lisez encore : *magyare*) sur les lignes croates de ces chemins de fer est une question de vie ou de mort : en effet, nous ne pouvons arriver à notre port de Fiume qu'en passant par la Croatie. Il nous faudrait être maîtres de la route de Fiume même si le droit n'était pas de notre côté. »

C'est là, pensons-nous, la plus formidable accusation qu'on puisse porter contre la politique ethnique des Magyars. Nécessité ne connaît pas de loi ! Le traité magyaro-croate n'est qu'un simple chiffon de papier ! Cela rappelle exactement l'Allemagne. Les Magyars sont décidés à transformer l'État polyglotte de Hongrie en un État national magyar.

LES ROUMAINS

En 1898, la diète hongroise annexa la Transylvanie à la Hongrie contre la volonté des Roumains qui s'y opposèrent avec toute l'énergie du désespoir. Bien que constituant les deux tiers de la population de la Transylvanie, il fut impossible aux Roumains d'empêcher la ratification de cet acte par la diète de Transylvanie, car tout le pouvoir était détenu par les trois races privilégiées, les Magyars, les Szekels et les Saxons. Les Magyars truquèrent la Diète et grâce à des moyens criminels, obtinrent

la ratification. L'annexion, comme on l'a appelée officiellement, la réunion de la Transylvanie à la Hongrie fut de nouveau sanctionnée en 1863 par la Diète de Transylvanie tenue à Kolozsvar. Cette Diète comptait 225 membres dont pas plus de 50 étaient de race non-magyare. Depuis le compromis austro-hongrois de 1867, à la suite duquel on régularisa les questions de détail de cette soi-disant union, la Transylvanie a perdu peu à peu les derniers vestiges de son indépendance. Aujourd'hui, les Roumains sont, au même titre que les autres nationalités non-magyares, les victimes du fameux « Magyar Allam eszme » (l'idée de l'État magyar) dont le but est de faire disparaître les nationalités non-magyares.

Narrer les diverses sortes d'oppression auxquelles sont soumis les Roumains nous conduirait trop loin. Le procès dit du memorandum est un exemple typique du traitement employé à leur égard par la race gouvernante magyare.

En 1892, le Parti National roumain avait rédigé une pétition au roi. Ce document mettait en cause la légalité de l'annexion ou, comme l'appellent les Magyars, de la réunion de la Transylvanie à la Hongrie. Il énumérait aussi les sérieux griefs des Roumains contre les Magyars. Le ministère magyar

ayant refusé à la députation roumaine l'autorisation de se présenter devant le roi, le Parti National roumain publia la pétition et la distribua. Cela ne manqua pas d'exciter la fureur du gouvernement magyar qui commença des poursuites contre les auteurs de cette pièce et contre ceux qui avaient été mêlés à sa publication, tous accusés « d'incitation à la révolution contre la race magyare ». Le résultat fut qu'en juin 1894, 50 Roumains se virent condamnés à des peines variant de 2 à 5 ans de prison. Et pourquoi ? Parce qu'ils avaient pris la liberté d'exposer au roi leurs griefs contre les Magyars et parce qu'ils avaient osé dire aux peuples de Hongrie, qu'ils étaient brutalement opprimés par les Magyars.

Pour frapper l'existence nationale des Roumains dans ses racines, les Magyars les ont privés d'écoles. Selon le *Budapesti Hirlap* du 11 août 1917, le comte Apponyi, ministre de l'Instruction publique, a ordonné la fermeture des écoles normales roumaines. Quelques jours plus tard, il lançait, au sujet des écoles orthodoxes roumaines de Transylvanie, la circulaire suivante : « En vue du maintien de la sécurité de l'État magyar et de la nation magyare, le ministre de l'Instruction publique a décidé de transformer toutes les écoles publiques roumaines des comitats limitrophes de la Roumanie en écoles gou-

vernementales magyares, de façon à mettre fin au mouvement anti-magyar provoqué par la Roumanie voisine. On ne peut atteindre ce résultat que si les écoles publiques roumaines passent aux mains du gouvernement magyar. Le ministre s'est vu dans la nécessité de prendre cette mesure à la suite de ce que, lors de l'invasion de la Transylvanie par les Roumains, beaucoup d'instituteurs et d'élèves ont fait preuve d'une conduite hostile à l'État magyar. »

A ce propos le journal roumain de Balzafalu, l'*Unirea*, fait remarquer que le ministre de l'Instruction publique se trompe lourdement s'il pense que la transformation des écoles roumaines en écoles magyares changera quelque chose à l'esprit peu patriote des Roumains. La liberté, et non l'oppression, peut favoriser l'esprit de patriotisme. Le *Budapesti Hirlap* dit que la remarque de l'*Unirea* constitue une insolence inouïe. « C'est la liberté qui a permis aux Roumains leur traîtresse conduite, laquelle, à son tour, a provoqué l'ordonnance ministérielle. » Le *Budapesti Hirlap* exprime ensuite l'espoir que le comte Apponyi apportera toute son énergie dans l'exécution de son ordonnance, de façon à mettre fin à l'agitation anti-magyare qui menace l'existence de l'État magyar.

Nous sortirions du cadre de cet ouvrage si nous

voulions exposer par le menu la despotique oppression à laquelle sont soumises les nationalités non-magyares ([1]). Nous ne parlerons donc pas du régime de terreur établi dès le début de la guerre dans les territoires occupés par les nationalités non-magyares ; nous ne dirons rien des innombrables atrocités commises par les Magyars au cours de la guerre. Nous passerons sous silence la suppression de la presse non-magyare, les confiscations de biens, les milliers de cas de persécution individuelle, les emprisonnements sans nombre, les nombreux procès pour haute trahison et les exécutions de civils. Il suffit de cette énumération pour donner une idée du sort des nationalités soumises au joug magyar et pour permettre de comprendre la politique magyare telle que nous l'exposerons plus loin.

Un témoin peu suspect a, d'ailleurs, fort bien résumé tout ce que l'on peut dire sur la situation des nationalités en Hongrie. Ce n'est ni un Tchèque, ni un Slovaque, ni un Yougoslave, ni un Roumain. Ce témoin n'est autre que le comte Czernin, ministre

([1]) On trouvera une excellente étude des souffrances qu'endurent les nationalités non-magyares, dans un livre de M. Seton-Watson (Scotus Viator) : *Racial Problems in Hungary.* Il existe aussi un très bon ouvrage magyar sur ce sujet : *A nemzeti államok kialakulása,* par Oszkar Jaszi, professeur de sociologie.

austro-hongrois des Affaires étrangères. Il écrit dans ses *Politische Betrachtungen* : « Il convient enfin de se demander ce que les Magyars entendent par « nation »? Si ce terme s'applique aux habitants de la Hongrie, nous voyons que la nationalité magyare n'y figure que pour 40 o/o, c'est-à-dire qu'elle forme une minorité. De quel droit les Magyars emploient-ils comme synonymes les expressions « Nation » et « État magyar »?

« L'opinion de la majorité en Hongrie — c'est-à-dire la volonté réelle de la nation — n'est jamais exprimée ; cela est dû non seulement à la forme du suffrage hongrois, établi en vue de favoriser la minorité magyare, mais encore et surtout au terrorisme, unique en Europe, auquel est soumise toute politique anti-magyare. En dehors des nationalités humiliées, opprimées et réduites au silence, il y a en Hongrie, parmi les Magyars eux-mêmes, une foule de gens de toutes classes et de toutes conditions qui n'approuvent pas cette politique. Néanmoins une protestation entraînerait de la part du gouvernement, des tribunaux officiels et des autorités, de telles mesures répressives, que ces gens n'osent pas dire ouvertement ce qu'ils pensent en leur for intérieur, c'est-à-dire qu'ils ne se soumettent qu'à la force. Les élections hongroises sont proverbiales en Eu-

rope, et les manœuvres auxquelles, en son temps, le ministre Banffy s'est livré à leur occasion, le terrorisme inouï dont il a usé, sont encore présents à la mémoire de tous. »

Personne n'osera démentir ce jugement. En présence de l'oppression brutale que les Magyars font subir aux autres nationalités, le comte Czernin n'a pu se taire ; c'en était trop même pour lui, Allemand d'Autriche, qui pourtant n'a jamais reculé devant l'oppression quand il s'est agi de maintenir l'hégémonie allemande en Cisleithanie [1].

Malgré tout, la presse et les hommes d'État magyars ne se lassent jamais de répéter que leur gouvernement de la Hongrie est une institution idéale, digne d'être imitée par tous les pays civilisés du monde. Voyageant en Amérique, en 1911 — pour y donner probablement des leçons de libéralisme et de liberté aux Américains — le comte Apponyi eut la

[1] Lorsque le comte Czernin fut nommé ministre austro-hongrois des Affaires étrangères, les Magyars se livrèrent à de violentes attaques contre lui, prétendant qu'il était hostile à la suprématie magyare en Hongrie. Le comte Czernin les assura alors qu'il ne se mêlerait pas de leurs affaires intérieures. Il accordait ainsi son consentement tacite à l'abominable politique ethnique qu'il avait si sévèrement condamnée. Il s'est fait aujourd'hui le complice des Magyars dans le crime que ceux-ci perpètrent contre l'humanité en exterminant les malheureuses nationalités non-magyares.

prodigieuse audace de présenter à l'opinion publique étrangère la Hongrie comme « l'île de la liberté ». Le *Budapesti Hirlap* du 20 juin 1917 avait, de son côté, l'audace de dire : « Nous déclarons, devant le monde entier, que nulle part sur le globe la question des nationalités n'est traitée avec plus de patience, de loyauté et d'humaine libéralité qu'en Hongrie. »

Il est vrai que, pour répondre au message dans lequel, s'adressant au Sénat, le président Wilson proclamait le principe des nationalités, le premier ministre Tisza, dans un discours prononcé le 24 janvier 1917, devant la Chambre hongroise, avait eu l'effronterie de déclarer, aux acclamations de tous les députés : « Je suis certain d'exprimer notre opinion à tous, sans distinction de partis, en disant que l'opinion publique de toute la Hongrie respecte le principe des nationalités, que l'opinion publique magyare tout entière veut le libre développment et la prospérité des nationalités » (Cf. *Pester Lloyd* du 25 janvier 1917).

Un incident, qui eut lieu immédatiement après cette déclaration, jette une lumière crue sur la prodigieuse impudence d'une telle affirmation. Le 5 février 1917, le gouvernement proposa d'élever un monument aux héros morts pour leur pays. Ferdi-

nand Juriga, l'un des deux députés slovaques qui seuls réussirent à être élus à la Chambre (bien qu'il y ait 56 circonscriptions électorales slovaques) et qui a passé deux ans en prison pour avoir publié quelques articles défendant les droits du peuple slovaque, monta à la tribune pour parler de la mesure qu'on proposait. Il demanda à la Chambre la permission de lire une lettre que lui avaient adressée des soldats slovaques. Mais dès qu'il eut commencé à lire cette lettre en slovaque, il fut submergé sous un flot d'injures, la Chambre prétendant qu'on ne pouvait lire du slovaque au Parlement hongrois. Le député Juriga, voyant qu'il lui était impossible de lire la lettre en slovaque, mais désireux tout au moins d'en faire connaître la substance à la Chambre, dit que les soldats slovaques du front demandaient qu'il fût permis d'enseigner leur langue maternelle dans les écoles slovaques (Cf. *Népszava* du 6 février 1917).

Pourtant certains Magyars sont assez honnêtes pour reconnaître que le traitement infligé aux races non-magyares n'a rien de commun avec la justice. Ainsi, par exemple, le docteur Michael Réz, professeur à l'Université de Kolozsvar, écrit dans le *Budapesti Hirlap* du 26 mai 1910 : « Notre but est d'établir la domination des Magyars ; il n'y a pas de raison pour le cacher. Disons ouvertement que nous ne voulons

pas l'égalité des droits, parce que l'égalité politique et la suprématie politique sont deux conceptions contradictoires. La suprématie est l'inégalité, c'est la toute-puissance d'une race sur une autre. »

Le crédit d'hommes tels que les comtes Tisza, Andrassy, Apponyi et Karolyi y gagnerait si, au lieu de proclamer avec emphase devant le monde que la Hongrie est le seul pays de la liberté, ils avouaient franchement, comme le fait le professeur Réz, qu'ils cherchent à briser l'existence nationale des races non-magyares.

Le problème ethnique de la Hongrie a été fort bien formulé par l'éminent publiciste magyar qu'est Gustave Beksics, dans son livre : *Nemzeti akcio*, publié en 1912. « Là, dit-il, se livre une lutte sourde et pacifique, menée par les moyens sociaux et économiques ; les Magyars veulent vaincre ou périr. Les Magyars veulent ou bien s'étendre sur tout le pays, c'est-à-dire avoir une majorité décisive sur les autres nationalités, de façon à les réduire à une insignifiance relative ; ou bien les races non-magyares s'étendront sur tout le pays, renforceront leur conscience nationale et leur civilisation contre les Magyars, et alors l'idée d'un État national magyar tombera dans l'oubli. Ainsi finirait l'idée fondamentale de notre lutte nationale : l'idée d'une unité ma-

gyare politique et sociale. Ainsi, dans l'avenir le plus proche, la Hongrie sera ou bien transformée en un État national ou elle cessera d'exister comme État sous sa forme actuelle. »

Les Magyars, empoisonnés par leur vil idéal national tendant à faire de la Hongrie un État magyar, avaient, longtemps avant la guerre, reconnu qu'à eux seuls, ils ne pouvaient supprimer les races non-magyares, aussi avaient-ils cherché un appui à l'étranger. Ils savaient qu'ils ne pourraient guère compter sur le concours de l'Autriche, car les Allemands de la Cisleithanie étaient eux-mêmes contre les nationalités non-germaniques engagés dans une lutte mortelle pour la suprématie nationale. Les Magyars mirent donc leur dernier espoir dans Berlin, car ils avaient depuis longtemps compris que les aspirations de l'Allemagne à la domination universelle coïncidaient parfaitement avec leur propre but.

Un bref exposé de la politique étrangère des Magyars avant la guerre montrera de quelle façon ils se sont liés à Berlin, ont poussé l'Autriche-Hongrie à une union intime avec l'Allemagne, ont soutenu la politique impérialiste de la Prusse et, ont, de concert avec l'Empire allemand, entravé dans la Monarchie dualiste toute tentative propre à contrecarrer leurs projets communs.

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DES MAGYARS AVANT LA GUERRE

1848-1870. — Définissant au nom du gouvernement hongrois la politique étrangère que celui-ci avait l'intention de suivre, Louis Kossuth déclarait le 12 juin 1848 devant la Chambres des députés, que la Hongrie ne pouvait compter ni sur la Grande-Bretagne ni sur la France. La Grande-Bretagne, prétendait-il, ne soutiendra la Hongrie qu'aussi longtemps qu'elle y trouvera une satisfaction de ses intérêts égoïstes. On ne peut, d'autre part, s'attendre à grand'chose de la France ; la Pologne en est un exemple. La France a, quelque temps, témoigné à son égard d'une vive sympathie. La sympathie n'a pas cessé, mais la Pologne n'en existe pas davantage. Parlant de l'Allemagne, Kossuth continue : « Je

dis sans réserve qu'il m'apparaît comme une vérité élémentaire que la nation magyare est appelée à vivre avec la libre nation allemande en une intime amitié et une union destinée à sauvegarder la civilisation occidentale. »

Ces paroles de Kossuth étaient l'expression réfléchie de la voie politique que les Magyars s'étaient déjà tracée. En effet, au moment même où il exposait ce programme, deux délégués négociaient à Francfort avec les représentants des États allemands assemblés en Congrès en vue de créer une Confédération germanique. Kossuth songeait à s'allier à eux. Sa foi politique a pris corps dans les instructions que ses émissaires emportaient à Francfort. La première instruction charge les délégués d'assurer la nation allemande de la sympathie des Magyars et de la persuader que les Allemands ne sauraient trouver d'amis plus sûrs que les Magyars. Un autre point de l'instruction enjoignait aux envoyés de faire clairement savoir à la nation allemande que les Magyars seraient désagréablement affectés si les Allemands consentaient à une réorganisation de la Monarchie austro-hongroise qui amènerait la transformation en territoires slaves de provinces qui, jusqu'alors, avaient fait partie de la fédération allemande. Kossuth engageait ses délégués à faire ressortir le danger

qui, pour la nation allemande, résulterait d'une telle politique. Car, en ce cas, insistait-il, ces territoires slaves ne seraient pas seulement étrangers à toute sympathie pour la nation allemande, mais lui deviendraient même hostiles [1]. Tel est l'homme qui jouissait des sympathies de toute l'Europe occidentale et même de celles des États-Unis. On le croyait le champion de la justice et de la liberté se dressant contre la tyrannie autrichienne, alors qu'il s'opposait à la réalisation d'une monarchie fédérale qui aurait accordé aux Slaves la place qu'ils méritent dans une Autriche équitable. Craignant que les nationalités non-magyares de la Hongrie ne vinssent plus tard affirmer et revendiquer leurs droits nationaux, il cherchait à s'allier contre elles avec la nation allemande.

Lorsque, répondant à l'invitation de savants et d'hommes d'affaires magyars, Frédéric List, l'auteur du projet, « Berlin-Bagdad » vint à Budapest pour traiter devant les Magyars des questions économiques, Louis Kossuth le reçut comme l'homme « qui était le mieux qualifié pour éclairer les peuples sur leurs réels intérêts économiques nationaux ». De quelle façon éclaira-t-il les Magyars sur leurs inté-

---

(1) Cf. *Œsterreichische Revue*, vol. II, 1865.

rêts économiques ? Que pouvait-il bien dire au sujet de la mission historique des Magyars et sur le rôle qui leur revient dans la *Mitteleuropa* pangermanique qui déjà se préparait ?

Dès 1842, il disait à propos de la situation privilégiée de la Hongrie dans le plan pangermaniste : « Quel puissant courant de force coule du sud-est de l'Allemagne vers l'Océan ! Que pourrait-il réaliser s'il était dirigé par le canal du Danube ? Rien moins que la fondation d'un puissant empire oriental germano-magyar animé par l'esprit allemand et magyar et baigné, d'un côté, par la Mer Noire et de l'autre par l'Adriatique... Mais le chemin qui y conduit passe par la Hongrie et tant que ce pays ne sera pas de cœur et d'esprit avec l'Allemagne, nous ne pouvons rien ni ici ni ailleurs, tandis qu'au contraire, unis à la Hongrie, nous pouvons tout. La Hongrie est pour l'Allemagne la clef de la Turquie et de l'Orient en même temps qu'un rempart contre la Puissance supérieure du Nord [1]. » Un coup d'œil sur la carte ci-jointe suffit pour apprécier la politique de vaste envergure du pénétrant économiste qui, avec la coopération magyare, voyait se créer un gigantesque empire universel sous l'hégémonie alle-

---

[1] Friedrich List, *Gesamte Schriften*, IIe partie.

mande. Il fallait cependant, pour le réaliser, une coopération magyare d'une absolue fidélité.

List appréciait pleinement le service que les Magyars rendraient à la nation allemande en l'aidant à faire aboutir le projet pangermanique de la *Mitteleuropa*. Par contre, il savait fort bien que, pour conserver leur suprématie dans cette Hongrie dont la majorité de la population n'est pas magyare, les Magyars seraient obligés de compter sur l'appui de l'Allemagne. Il lui apparaissait nettement que les Magyars ne pouvaient pas compter sur le secours de Vienne, car les Allemands d'Autriche étaient, de leur côté, trop occupés à défendre leur domination sur les Slaves. Aussi, en 1842, List écrivait-il dans une étude intitulée. *Die Ackerverfassung, die Zwergwirtschaft und die Auswanderung* : « Nous sommes convaincus que sans l'Allemagne la Hongrie n'a aucun avenir ou n'a qu'un sombre avenir. On ne peut concevoir une autre alliance susceptible d'apporter une plus belle harmonie, une bénédiction plus profitable, une plus grande prospérité matérielle et morale que celle des Allemands et des Magyars. »

Voyant le zèle qu'au cours de cette guerre les Magyars ont déployé à soutenir le plan pangermaniste de la *Mitteleuropa*, on se demande souvent :

« Comment, connaissant pleinement le but de ce projet, les Magyars peuvent-ils sciemment et volontairement contribuer à sa réalisation ? » Beaucoup de gens, au fond, s'imaginent que la Hongrie magyare, victime involontaire de l'Allemagne, a été entraînée dans le conflit par l'Autriche. C'est exactement le contraire qui est vrai. Allemands et Magyars se rendent mutuellement d'inappréciables services. Les Magyars aident les Allemands à établir leur domination universelle tandis que les Allemands aident les Magyars à consolider leur suprématie sur les nationalités non-magyares de Hongrie. Il ne faut pas oublier, en effet, que la Hongrie est un État polyglotte dans lequel les Magyars veulent, par une lutte inexorable, s'assurer la haute main sur les autres nationalités.

Pour Frédéric List, le plan Berlin-Bagdad — la *Mitteleuropa* — n'était pas, comme on le croit trop souvent encore, même dans les pays de l'Entente, une vague utopie. C'était un programme de politique pratique. Il n'ignorait certes pas que l'affaire était compliquée et que, pour aboutir, la tâche exigeait une longue et minutieuse préparation. La Hongrie, par exemple, qui constituait l'un des piliers indispensables de ce colossal édifice, devait être réorganisée de la façon la plus avantageuse.

C'est dans ce but que List adressa au prince Metternich, en 1845, un memorandum intitulé : *Ueber die national œkonomische Reform des Kœnigreichs Ungarn* (*De la Réforme économique du royaume de Hongrie*). Il y exposait un projet susceptible de préparer la Hongrie à prendre dans le plan Berlin-Bagdad la place qui lui revenait.

On peut suivre avec une logique toute mathématique la réalisation en Hongrie du projet de Frédéric List. La base de la réforme qu'il proposait fut établie par l'*Ausgleich* ou Compromis de 1867. Après le désastre de Kralovy Hradec (Kœniggraetz), en 1866, l'empereur François-Joseph se voyait non seulement exclu par la Prusse de la Confédération germanique, mais encore dans l'impossibilité de réaliser son plan primitif de centralisation de l'Autriche. Les Allemands d'Autriche n'eussent pas été numériquement assez forts, en effet, pour dominer les vingt-cinq millions de Slaves et les huit millions de Magyars de la Monarchie. Il se trouvait donc en présence de cette alternative : ou bien créer une Autriche équitable, c'est-à-dire fédérale, en accordant l'égalité des droits à toutes les nationalités vivant sous son sceptre, ou bien partager l'hégémonie entre les Allemands et les Magyars, c'est-à-dire créer le dualisme. On dit que l'empereur était peu

disposé à adopter la première solution. Les Magyars, par contre, ne voulaient absolument pas entendre parler de la fédéralisation de la Monarchie. Cela ressort, d'ailleurs, clairement des instructions données par Kossuth aux délégués qu'il avait envoyés à Francfort. L'empereur choisit donc le dualisme et partagea la Monarchie entre les Allemands et les Magyars. Les Magyars voyant leurs ambitions nationales satisfaites et ayant la haute main sur la population non-magyare de la Hongrie, devinrent les alliés les plus sûrs des Allemands contre les Slaves et les Latins de la Monarchie. Il apparaissait même dès lors que, malgré leur situation prépondérante, les Magyars, obligés, pour gouverner les destinées de la Hongrie, de s'appuyer sur les Allemands, ne pourraient jamais se séparer d'eux.

Ce n'est pas par pur hasard que l'idée fondamentale du dualisme a été émise par les deux personnalités les plus marquantes de l'histoire magyare moderne, le comte Jules Andrassy et François Deak. On sait fort bien aujourd'hui que, dans l'adoption du dualisme, ce fut le comte Andrassy qui joua le rôle décisif. Les Magyars s'en font orgueil et les Allemands en sont reconnaissants à sa mémoire. Après l'humiliante défaite qu'avait infligée la Prusse à l'Autriche, alors que la cour de Vienne songeait à

une revanche, le comte Andrassy vint trouver l'empereur. Il lui représenta les dangers que la fédéralisation ferait courir à la dynastie et à la monarchie et, au contraire, les grands avantages que la dynastie retirerait du dualisme étayé par les Allemands et les Magyars.

La conclusion du Compromis mettait fin aux espoirs et aux aspirations des nationalités non-allemandes et non-magyares. L'idée d'une fédération, soutenue par la nation tchèque que conduisaient deux chefs illustres, Palacky et Rieger, s'évanouit à jamais. Mais ce n'est pas tout. Le Compromis avait plus qu'une importance locale. Il intéressait au plus haut point l'Europe entière, car c'était le premier pas vers la réalisation pratique du projet Berlin-Bagdad émis par List. L'essai de centralisation tenté par Vienne n'ayant pas réussi, le dualisme était la forme la plus apte à servir ce projet, car c'était le seul moyen de soumettre la population de la Hongrie au contrôle magyar et celle de l'Autriche à la domination allemande. Malheureusement pour l'Europe, les conséquences de cet arrangement échappèrent alors. Il fallait la guerre pour nous montrer les conséquences de l'*Ausgleich* qui permet d'enrôler au profit de l'idée pangermaniste les 51 millions d'hommes de la Monarchie dualiste. La majorité de

cette population pourtant, composée de Slaves et de Latins, non seulement n'adhère pas au projet, mais encore s'y oppose dans la mesure où son asservissement le lui permet.

1870-1914. — Trois ans après la conclusion du compromis, le comte Andrassy, devenu premier ministre hongrois, se conformant au principe fondamental de la politique étrangère magyare établi en 1848 par Louis Kossuth, et convaincu que la politique future des Magyars était indissolublement liée à la nation allemande, eut une fois encore l'occasion de rendre à l'Allemagne un inappréciable service. La guerre franco-allemande de 1870 semblait propice à la revanche chère à la Cour de Vienne menée par le chancelier Beust. L'écrasante défaite de Kralovy Hradec (1866) était une plaie encore saignante. Vienne dressait donc des plans en vue d'attaquer la Prusse. Mais au même moment une scène mémorable se déroulait au Parlement hongrois. Coloman Tisza, chef de l'opposition, venait d'interpeller le premier ministre, le comte Andrassy. Il lui demandait quelle attitude le gouvernement comptait adopter vis-à-vis des belligérants, la France et la Prusse, et dans quel sens il voulait, en tant que premier ministre hongrois, exercer son influence constitutionnelle. Andrassy se leva et répondit

immédiatement qu'en aucun cas il ne permettrait une intervention contre l'Allemagne. Sachant pourtant que la malheureuse défaite de Kralovy Hradec était encore présente à toutes les mémoires, et qu'il était impossible d'espérer que l'Autriche prît parti pour la Prusse contre la France. il déclara qu'il exigerait de Vienne une stricte neutralité. Cette réponse fut accueillie avec enthousiasme et approuvée par une motion unanime du Parlement. Armé de cette motion, Andrassy se rendit aussitôt à Vienne et mit immédiatement fin à toute tentative d'hostilité contre la Prusse. On voit donc que sans l'intervention du comte Andrassy les événements de cette époque historique auraient pris à la Cour de Vienne une tout autre tournure.

L'intervention du ministre Andrassy est un premier pas dans la voie tracée par Louis Kossuth, dans cette voie qui conduira, quelques années plus tard, à la conclusion d'une alliance germano-austro-hongroise. Il est certain, d'ailleurs, que, lorsqu'il s'était interposé en faveur de la Prusse, Andrassy considérait déjà cette alliance comme un fait accompli. Ce qui prouve, du reste, péremptoirement, qu'Andrassy dominait alors la situation politique de la Monarchie, c'est que, peu après, le chancelier Beust, champion de la revanche, dut lui céder sa place.

Avant d'occuper cette haute fonction, Andrassy avait cependant eu le temps de rendre encore aux Allemands un signalé service dont profita sa réputation.

En 1870, le courant national tchèque était devenu irrésistible en Autriche. Il poussait même la couronne à envisager certaines concessions à l'égard de la nation tchèque. Le ministère Hobenwart avait été constitué en vue de trouver une solution à ce problème aussi délicat que pressant. Mais Berlin ne voulait absolument pas entendre parler de concessions aux Tchèques. Elles eussent, en effet, entravé le *Drang nach Osten*, cette poussée vers l'Asie-Mineure et l'Égypte par les Balkans, et empêché la réalisation de la future *Mitteleuropa*. Ce fut encore Andrassy qui s'interposa pour rendre à l'Allemagne le service nécessaire. Les Magyars, d'autre part, craignaient que des concessions aux Tchèques ne missent en danger leur injuste et cruelle hégémonie en Hongrie. Le premier ministre Andrassy annonça donc que les Magyars rompraient tout rapport avec une Autriche qui ferait aux Tchèques les concessions proposées. On sait aujourd'hui que le rescrit par lequel le ministère Hobenwart proposait à la Diète de Bohême des réformes favorables aux Tchèques, fut retiré sous la pression des Magyars représentés par Andrassy. En conséquence, le ministère Hohen-

wart fut peu après obligé de se retirer. Le fait que les Magyars, en agissant ainsi, défendaient leur despotique domination sur la Hongrie, ne diminue en rien la valeur du service qu'ils rendaient à la cause allemande. Il montre simplement que les Magyars voyaient nettement l'identité de leurs intérêts avec ceux de l'Allemagne et, de cette façon, préparaient la voie à une alliance germano-austro-hongroise.

Il apparaît donc avec évidence que, depuis 1848, l'influence magyare dominait la politique étrangère de la Monarchie habsbourgeoise. N'est-ce pas le comte Andrassy qui, en sa qualité de ministre austro-hongroise des Affaires étrangères, conclut en 1879, l'alliance avec Bismarck ? L'accord le plus parfait régnait, d'ailleurs, entre Andrassy et Bismarck au sujet de la politique étrangère. Ecrivant, en 1883, au consul allemand à Budapest, Bismarck disait : « Notre façon de voir les choses en politique nous donne la conviction que, dans le domaine de la couronne de Saint-Etienne, les intérêts allemands et magyars sont inséparables. » [1]

Le kaiser allemand prononça, le 21 septembre 1897, au château royal de Budapest, un discours caractéristique à l'égard de la politique étrangère des Ma-

[1] Cf. *Fürst Bülow Reden.*

gyars. Ce n'était pas le discours d'un simple allié politique désireux de tirer le plus de profit possible d'une identité momentanée d'intérêts, quitte à se retourner contre son allié quand cette identité cesserait d'exister. C'étaient les paroles d'un monarque persuadé que les ambitions politiques des Magyars et des Allemands étaient inséparablement liées et se complétaient. Aussi son jugement sur la force des Magyars et la croyance qu'il exprimait de les voir réaliser et maintenir, par leur domination, l'unité de la Hongrie, provoquèrent-ils l'enthousiasme des fils d'Arpad.

L'Europe occidentale semble n'avoir guère remarqué la politique que, depuis Louis Kossuth, suivaient les Magyars. On s'imaginait en France que le goût qu'ils manifestaient de temps en temps pour les modes, la littérature et l'art français, était un signe d'amitié pour la France. On croyait, sur les bords de la Tamise, que leur passion pour les courses de chevaux, qui flattait les sportsmen anglais, était une preuve de solidarité politique avec la Grande-Bretagne. La France et l'Angleterre semblent n'avoir pas eu conscience que, depuis un demi-siècle, la Hongrie gravitait autour de Berlin, préférant l'Allemagne comme alliée politique et militaire. L'Europe occidentfle nourrissait l'illusion d'une révolu-

magyare contre Vienne, illusion artificieusement entretenue et exploitée pour cacher les véritables visées politiques. Louis Kossuth, le leader de la révolution de 1848, était considéré comme un champion moderne des droits inaliénables à l'indépendance et à la liberté, droits si chers au cœur de tout démocrate. Mais, et cela a échappé à la France et à l'Angleterre, tandis que Kossuth combattait le centralisme autrichien et la politique de Metternich, il appliquait à la Hongrie le régime de la force et de la brutalité pour soumettre à la domination magyare les Slovaques, les Serbes, les Croates et les Roumains. Il voulait centraliser la Hongrie au profit des Magyars et lui, le champion du droit, refusait d'entendre les appels à la justice que lançaient les nationalités non-magyares, car cette justice-là eût sonné le glas du despotique régime imposé à la Hongrie par les Magyars. On a l'impression que la France et la Grande-Bretagne n'ont pas remarqué un changement pourtant caractéristique dans l'attitude des Magyars. Dès que Vienne eut abandonné son idée de centraliser la Hongrie au profit des Allemands et eut livré le royaume de Saint-Étienne aux Magyars, ceux-ci renoncèrent à leur révolution anti-autrichienne. Si ces faits avaient été remarqués et compris, on ne se serait fait aucune illusion sur le

rôle politique que les Magyars jouent dans la guerre actuelle. On se serait aperçu alors que depuis l'époque de Kossuth, ils avaient conscience que leurs intérêts étaient identiques à ceux des Allemands d'Autriche, dont la suprématie était également menacée par le flot montant des nationalités qu'ils opprimaient et qui réclamaient leur libération. On aurait vu en outre que les Allemands et les Magyars abritent leurs ambitions politiques sous les ailes de l'aigle prussienne.

Les frottements passagers entre Budapest et Vienne qui ont, parfois, attiré l'attention de l'Europe occidentale, n'étaient pas les manifestations d'un antagonisme entre les Magyars et le germanisme. C'étaient simplement les signes de la résistance opposée aux tentatives centralisatrices de la dynastie des Habsbourgs. François-Joseph, en effet, ne se résigna pas sans difficulté à abandonner pour toujours l'idéal tant caressé d'une monarchie unitaire et centralisée. En face du soi-disant péril slave, néanmoins, Allemands, Magyars et Autrichiens étaient, au fond, toujours absolument d'accord, unis et décidés à lutter jusqu'au bout.



LES MAGYARS ET LA GUERRE

La prolificité des Slaves et leurs progrès politiques portèrent de rudes coups à l'hégémonie des Allemands en Autriche. Les Magyars, dont l'hégémonie avait moins souffert en Hongrie, en profitèrent pour s'assurer sur toute la monarchie dualiste une influence prépondérante. C'est ainsi que, pendant les années qui précédèrent la guerre, ils avaient su s'immiscer dans les postes diplomatiques les plus importants. Le comte Berchtold, Autrichien naturalisé Magyar, dirigeait les Affaires étrangères ; le comte Tisza, Magyar irréductible, ministre de Hongrie, dirigeait tout. Tous les deux étaient secondés par leur compatriote, le comte Forgach, diplomate dont la fourberie s'affirma plu-

sieurs fois. Ce sont ces Magyars qui orientèrent vers les Balkans la politique agressive de l'Autriche-Hongrie. Ils voulaient, pour subjuguer les Croates de Hongrie, que leurs aspirations portaient vers leurs frères de Serbie, écraser le petit royaume des Karageorgévitch. Pour convaincre l'Europe du danger que les Yougoslaves faisaient courir à la Monarchie, et pour justifier l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, ils avaient précédemment adopté une scandaleuse politique procédurière. Deux procès scandaleux en sortirent : celui de Zagreb, en 1908, et l'affaire Friedjung, en 1909. Des faux, fabriqués à Belgrade par le comte Forgach, ainsi que l'a démontré M. Masaryk, avaient servi de base à ces poursuites contre les Croates. C'est ce même Forgach qui, en collaboration avec Tisza, et sous l'œil approbateur de *von Tschirsky*, ambassadeur allemand à Vienne, rédigea l'ultimatum à la Serbie, ultimatum qui déclancha la guerre et qui visait à la déclancher.

C'est qu'en effet la guerre était une nécessité aussi bien pour les Magyars que pour les Allemands d'Autriche. Ils craignaient le danger imminent qui menaçait leur hégémonie. Ils sentaient le terrain s'affaisser sous leurs pieds. C'est à la lumière de cette constatation qu'il faut voir le terme de « guerre défensive » souvent employé par les Magyars. Ils se

lançaient dans la lutte pour défendre la place qu'ils avaient usurpée et dont, bientôt, ils auraient dû déguerpir. En écrasant, avec le concours tout-puissant de l'Allemagne, les nations non-magyares, ils prévenaient le triomphe pacifique du droit. Ils escomptaient davantage encore, puisque la victoire devait assurer d'une façon permanente leur hégémonie dans les Balkans, de même qu'elle devait aider l'Allemagne à réaliser une partie essentielle du plan pangermanique de la *Mitteleuropa*. « Cette politique, avouait Tisza dans un discours qu'il prononça le 1er mai 1916, a été inaugurée précisément par les hommes d'État magyars. » (*Az Ujsag*, 2 mai 1916).

Dans un article qu'il publia dans la *Wirtschaftszeitung der Zentralmächte*, en mai 1916, le professeur magyar, Oscar Jaszy, sociologue éminent et écrivain politique remarquable, a fort clairement exposé cette idée. « Le malaise et les craintes éprouvés par 10 millions de Magyars en face d'un nombre égal de non-Magyars qui, nécessairement, se sentaient malgré eux attirés par leurs congénères d'au-delà de la frontière, étaient compréhensibles. Si les 60 millions d'Allemands, politiquement et économiquement unis, voulaient réellement se charger de veiller sur la tranquillité du développement économique et

politique d'un peuple de 120 millions, il est facile à comprendre que nous réussirions à briser les dents des haines nationales. » Ce qui signifie sans ambiguité que les Magyars sont partis en guerre, d'abord pour ne pas laisser les non-Magyars prendre au soleil la place qui leur revenait et ensuite, pour briser définitivement la force de résistance de ces peuples qui osaient à la magyarisation opposer leur droit à l'existence. Voilà en quoi la guerre des Magyars fut une guerre défensive.

Le professeur Jaszy définit également, dans la conclusion de son article, le but de leur guerre agressive, moyen d'action de la *Mitteleuropa*. « Une Hongrie riche et bien organisée sera pour l'Europe centrale la route la plus sûre vers les Balkans... L'Europe centrale sous l'hégémonie allemande, les Balkans sous la protection de la Hongrie, telle est l'aurore de l'ère nouvelle. » Douce perspective, idyllique tableau! Ce beau rêve d'avenir montre nettement ce qu'escompte l'impérialisme magyar. Il nous fait comprendre aussi que lorsque l'on répète à Budapest : « Les intérêts allemands et les intérêts magyars sont identiques », ce n'est pas une phrase vide.

L'EMPIRE UNIVERSEL SOUS L'HÉGÉMONIE ALLEMANDE

On connaît généralement le plan allemand de la *Mitteleuropa.* Il nous semble intéressant, et surtout instructif, de montrer quelle conception s'en font les Magyars. La façon dont les descendants des Huns envisagent l'édification de cet empire universel, qui comprendrait l'Europe centrale, l'Asie Mineure et l'Afrique, nous permettra de mieux pénétrer leur psychologie. Elle nous expliquera aussi la politique étrangère bien arrêtée qu'ils poursuivent avec constance.

Le plan magyar de la *Mitteleuropa* est dû au Dr Edouard Palyi. Ce Dr Palyi est un publiciste et économiste estimé. Ces ouvrages sur les conditions

économiques de l'après-guerre et sur l'organisation de l'Europe centrale présentent un grand intérêt pour la Hongrie, l'Autriche et l'Allemagne. Selon lui, la condition nécessaire à la réalisation du gigantesque plan conçu, est l'écrasement militaire des trois grandes puissances de l'Europe : Angleterre, France et Russie. Cette besogne accomplie, les États centraux pourront, grâce à leurs invincibles armées, élever leur Empire universel que limiteraient seules les bornes du Monde. L'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, les États balkaniques réorganisés et la Turquie, formeraient une alliance indissoluble. Deux groupes d'États se joindraient à eux : les pays conquis et les pays neutres. « Je crois, écrit le Dr Palyi, que la situation des États de l'Asie et de l'Afrique et des colonies, changera dès que nos armées auront franchi l'Hellespont. Les deux États scandinaves, aussi bien que la Hollande, le Danemark et la Suisse, se joindront à l'Union, dès qu'ils verront qu'ils y ont avantage (1). Je laisse de côté la question de l'Italie parce qu'elle concerne les buts immédiats de la

(1) Maurús Révai, un autre Magyar, a traité la même question dans *Das Endziel des Weltkrieges*, mais en établissant pour l'Europe une sorte de doctrine de Monroe. Selon lui les Puissances centrales seront assez fortes pour imposer leur alliance à toute l'Europe.

guerre. En général donc, il est clair que cette nouvelle union d'États, s'étendant de la Mer Blanche à la Mer Noire, de la Mer du Nord à la Méditerranée, formera comme un corps dont un pied se dirigerait vers les côtes de l'Afrique et l'autre, vers les Indes Orientales. »

Ce ne sont pas là, le Dr Palyi nous en avertit, de vagues fantaisies, des pensées en l'air. Cette transformation du monde, dit-il, est une nécessité historique qui, avec une logique inéluctable, découle des événements que la guerre déroule sous nos yeux.

Mais quelle sera la constitution de ce nouvel Empire universel qui doit sortir de la guerre ? L'auteur magyar est convaincu qu'il peut et doit être organisé de telle sorte qu'il réponde d'abord aux intentions qui ont présidé à sa création et qu'ensuite « il soit mis à l'abri des germes de décrépitude et de décomposition qui, jusqu'ici, ont causé la fin tragique de tous les Empires universels. » Il met donc en garde ceux qui seront appelés à édifier le nouvel État contre le danger qu'il y aurait à introduire dans sa structure des éléments de destruction qui auraient bientôt réduit à néant tous les efforts faits pour le mettre sur pied. Il existe aujourd'hui une grande force, l'esprit de race, qui unit les nations ; il ne serait pas, prétend Palyi, impossible, grâce à l'union de nations

proposée, de faire naître un « esprit d'État », qui, de même que l'esprit de race, serait profitable à toutes les nations assemblées.

En tant que Magyar, Palyi se rend fort bien compte que dans ce nouvel État les Allemands auront une influence prépondérante. Il ne redoute cependant pas qu'ils abusent de leur hégémonie. Il pense que les Allemands, « vu les immenses avantages qu'ils tireront de leur situation privilégiée, ne manqueront pas, dans leur propre intérêt, de faire à leurs futurs alliés d'importantes concessions. »

L'Autriche-Hongrie doit avoir dans le nouvel État une place digne d'elle. Elle ne saurait, en effet, s'y associer si elle se sentait humiliée. Le Dr Palyi est donc persuadé qu'un arrangement convenable pourra intervenir à ce sujet. Il ajoute : « Dans mon ouvrage *Deutschland und Ungarn*, j'ai essayé de dégager l'opinion si répandue dans le public qu'il faut, entre l Allemagne et l'Autriche-Hongrie, établir une alliance militaire durable et créer une union douanière, et que, d'autre part, la langue allemande devra être étudiée assiduement dans toutes les classes des écoles secondaires hongroises. » Il va sans dire que ce grand Empire universel aura besoin d'une langue diplomatique, laquelle ne saurait être que l'allemand. Il regrette donc profondément que la maladroite et peu

prévoyante politique de Vienne ait été assez sotte pour adopter un nouvel uniforme et un nouveau drapeau symbolisant l'unité de la Monarchie dualiste. A tout Magyar conscient de son indépendance vis-à-vis de l'Autriche, cette mesure ne pouvait sembler qu'un acte de folie qui, par contre-coup, causait une certaine réaction contre la langue allemande. L'Autriche aurait dû savoir que la Hongrie a besoin d'unité et que cette unité ne peut être assurée que si, sans l'intervention de Vienne, les Magyars peuvent s'occuper tout seuls des problèmes intérieurs de la Hongrie. Toute ingérence de Vienne dans les affaires hongroises ne fait qu'affaiblir le pouvoir des Magyars et est préjudiciable aussi bien à l'Autriche qu'à la Hongrie, car la Monarchie dualiste ne peut acquérir une place honorable dans le grand Empire universel que si elle est forte intérieurement. Quand l'Allemagne, expose notre auteur, aura compris les grands avantages que la possession d'une alliée forte pourra lui procurer, elle devra consentir de grands sacrifices pour lui assurer une place convenable. De cette façon « on constituera un Empire universel qui, à l'intérieur, sera durable et, à l'extérieur, affirmera son pouvoir impératif inconditionné ».

Quant à l'Allemagne future, Palyi prétend que, si elle ne consent pas à s'unir avec l'Autriche-Hongrie,

elle continuera à subir l'oppression des cinq forces qui tendent à dominer le monde, la Grande-Bretagne, la Russie, la France, l'Amérique et le Japon. Le nouvel Empire n'aura donc une réelle valeur que s'il comprend l'ensemble de l'Europe centrale. Quand il sera organisé, un avenir merveilleux s'ouvrira pour l'Allemagne : 1° par cette union, elle verra augmenter sa puissance politique et militaire ; 2° elle acquerra la certitude d'un développement pacifique ; 3° les pays unis produisant tout ce qui est nécessaire à l'existence, elle pourra donner à sa politique commerciale la forme la plus avantageuse ; 4° la nécessité d'adopter l'allemand comme moyen de relations diplomatiques et commerciales en fera une langue apprise et comprise de la Mer du Nord à l'Océan Indien et à la Mer Rouge, de la Mer Noire au détroit de Gibraltar. Enfin ce sera le seul moyen pour l'Allemagne, grâce à son organisation et à son influence, de ranger les 300 millions de Mahométans sous les drapeaux du Prophète pour renforcer la Confédération universelle. Le Dr Palyi est donc d'avis qu'en présence de si grands avantages, l'Allemagne doit être prête même aux plus lourds sacrifices.

Cependant l'Allemagne ne sera pas seule à profiter de cette organisation. L'avenir de l'Autriche-Hongrie

en dépend aussi, l'Autriche devant rester sous la domination germanique et la Hongrie sous la domination magyare. Voici comment le Dr Palyi envisage ce côté de la question : « Cette organisation touche également aux intérêts vitaux de la Monarchie des Habsbourgs. Il est impossible, en effet, de cacher plus longtemps le dangereux désir de démembrer la Monarchie qui s'est ouvertement manifesté pendant cette guerre. Une grande alliance comme celle-ci mettrait fin une fois pour toutes à de semblables efforts aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur. » Comme on le voit, le Dr Palyi préconise la formation d'un Empire universel sous la domination allemande pour briser les efforts qui, « à l'intérieur », tendent à détruire la Monarchie. L'Autriche-Hongrie fait donc, non pas une guerre agressive, mais une guerre préventive contre les nations mêmes qui lui sont soumises.

LES MAGYARS ET LA « MITTELEUROPA »

Longtemps avant la guerre, certains hommes se sont, en Hongrie, occupés de la réorganisation de l'Europe centrale, réorganisation qu'ils jugeaient imminente. La guerre a stimulé les Magyars et, dans cet ordre d'idées, ils ont fait preuve d'une activité inouïe. Sous forme de livres, de brochures, d'articles de revues ou de journaux, ils se sont livrés à une véritable débauche de littérature sur ce sujet. Mais de tout ce fatras, seule l'opinion des personnages magyars les plus marquants nous intéresse. Ils sont, en effet, les plus qualifiés pour nous montrer l'attitude magyare en présence du projet de *Mitteleuropa* exposé par le Dr Palyi. Nous exposerons donc leur vue telle qu'elle se dégage des articles

qu'ils ont publiés dans les journaux et revues.

En général, tous les auteurs magyars sont d'accord sur un point. Ils pensent que l'alliance politique et militaire de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie, scellée sur les champs de bataille dans l'intérêt commun, doit être cimentée par une alliance économique intime. Dès les premiers jours de la guerre, la création d'une union douanière entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie (1) fut proposée et trouva partout des défenseurs. C'est que l'idée, déjà vieille, avait eu le temps de germer dans les esprits. En 1897, en effet, le comte Tisza, dans un livre intitulé *Die ungarische Agrarpolitik*, avait exposé et soutenu le plan d'une union douanière de l'Europe centrale. Il avait, il est vrai, entrevu alors les difficultés d'ordre constitutionnel qui, pendant la guerre même, firent obstacle à la réalisation du projet.

Dans un article de la revue *Das Junge Europa* (mai 1915), Géza von Polonyi, ancien ministre hongrois de la justice, étudiait à son tour la question : « Je souhaite de tout cœur l'établissement d'une union douanière de l'Europe centrale... J'imagine cette union douanière établie de telle sorte que les États qui la composeraient ne formeraient pas un

(1) Cf. Dr Ed. Palyi, *Deutschland un Ungarn.*

territoire douanier fermé entre elles, mais fermé pour l'extérieur. » Pour sauvegarder les intérêts particuliers de chaque État de l'union dans ses rapports avec les autres, il préconise un système de compensation qui éviterait la ruine économique des pays producteurs. Il est d'avis que, vu sa constitution actuelle, la Hongrie ne peut entrer dans une union rigide, mais qu'elle devrait s'y joindre en tant que territoire hongrois séparé.

Le Dr Béla Földes, professeur à l'Université de Budapest et député [1], expose dans le même numéro de la revue *Das Junge Europa* une opinion quelque peu différente : « Je ne considère pas comme probable, écrit-il, la constitution d'une union douanière... Les différences de développement économique, d'obligations politiques et de but, créent de graves difficultés. Par exemple, les relations entre l'Allemagne et la Belgique ou entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie, peuvent exiger des dispositions spéciales. Si pourtant une union ne peut être établie, — ce qui, soit dit en passant, n'empêcherait pas les États d'avoir entre eux des lignes douanières inter-

---

[1] Le Dr Béla Földes est, le 23 août 1917, entré dans le cabinet Wekerle en qualité de ministre sans portefeuille.

médiaires — on doit néanmoins s'efforcer de réaliser une politique commerciale où les Empires centraux marcheraient la main dans la main. » Il ne faudrait pas déduire de là que M. Földes soit opposé à la création d'un organisme douanier unissant les Empires centraux. Il voudrait, comme nous le montrerons plus loin, donner une autre forme, et c'est tout.

Dans le même périodique (*Das Junge Europa*) de juillet 1915, Aloïs von Paikert, secrétaire général de la Société hongroise d'Économie nationale, présente le point de vue de cette association sur ce brûlant sujet. « Nous tenons pour très désirable une union douanière entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, écrit-il. Une telle union ne saurait pourtant être basée que sur la souveraineté absolue et l'égalité de droit des trois États, et elle devrait tenir compte loyalement de leurs intérêts économiques individuels. Une union économique avec l'Allemagne favoriserait les intérêts de l'agriculture hongroise et, partant, serait accueillie avec joie. Nous avons conscience néanmoins du danger que courrait l'industrie si développée de l'Autriche ou celle, en voie de développement, de la Hongrie si elle se trouvait purement et simplement noyée dans l'union proposée sans qu'on ait tenu compte de son intérêt particulier. »

Das Junge Europa, dans son numéro de décembre 1915, apporte également l'opinion d'Alexandre von Matlekovits, secrétaire d'État, la plus haute autorité magyare en matière de politique douanière. Elle est exprimée dans un article intitulé *Ungarn und die Mitteleuropäische Zollunion.* « La forme la plus solide d'une telle alliance est l'union douanière au sujet de laquelle on se livre actuellement à de vives discussions et que l'on voudrait établir à la fin de la guerre. Aujourd'hui, l'issue de la guerre étant encore vague et lointaine, il est bien difficile de discuter cette question. L'importance d'une union douanière dépend avant tout des limites et des conditions naturelles du futur territoire douanier. Cette importance variera suivant que l'union comprendra l'Allemagne actuelle et l'Autriche-Hongrie, ou suivant que, comme nous le pensons, on y ajoutera, d'une part, la Belgique, la Pologne russe et les provinces baltiques et, d'autre part, la vallée serbe du Danube, la Lombardie et la Vénétie. » Il démontre ensuite, à l'aide des statistiques, qu'une union douanière ne pourrait être qu'avantageuse pour la Hongrie. Cependant cette union douanière ne peut avoir lieu qu'à certaines conditions. Il faudrait d'abord réviser l'article XII de la Constitution de 1867 relatif à la réglementation des douanes et du commerce exté-

rieur. Il faudrait prendre également des mesures susceptibles d'éviter toute entrave au développement de l'industrie hongroise, mesures qui pourraient consister dans l'établissement de douanes intérieures. Il faudrait enfin créer des organes législatifs et administratifs communs entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. En principe cependant, Matlekovits est partisan d'une union douanière.

Joseph Szterényi, l'ancien secrétaire d'État hongrois, aujourd'hui ministre, lui aussi, est favorable au projet. Il prétend même, dans la revue *Nord und Süd* (*Jubileum-Nummer*), qu'aucune difficulté sérieuse ne s'opposerait à la création de cette union douanière. Selon lui, certains Allemands tels que Gothein et H. Osel sont du même avis. « De sorte, dit-il, que l'argument selon lequel la Hongrie serait un obstacle à l'union douanière est sans fondement. Il n'en est certainement pas ainsi, car la Hongrie en tirerait, au contraire, grand profit, en dehors même de son intérêt industriel. »

Le 6 juin 1916 les associations économiques d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie se réunirent en congrès à Munich. De nombreux Magyars, experts dans les questions économiques et politiques ou représentant des groupements du commerce et de l'industrie, participaient à cette réunion. Le gouverne-

ment hongrois lui-même crut devoir s'y faire représenter. A cette occasion, le baron Burian, alors ministre austro-hongrois des Affaires étrangères,, adressa au chancelier de l'Empire allemand un télégramme dans lequel il disait : « Prêts à collaborer à la réalisation du grand but et à subordonner nos intérêts particuliers à ceux de l'ensemble, nous espérons et souhaitons que les infatigables efforts patriotiques de Votre Excellence aboutissent à la fondation d'une union durable des nations alliées et à sa consolidation après une paix victorieuse et pleine d'honneur. » Notons que le baron Burian est Magyar. Il en ressort donc que les milieux gouvernementaux hongrois sont convaincus de la nécessité d'une union économique durable avec l'Allemagne.

Au cours des débats de ce Congrès, le député magyar Gründisch s'exprima en ces termes au sujet d'une union douanière entre l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne : « Je ne crois pas que l'idée d'une union douanière doive être complètement abandonnée. Je ne veux pas prendre position dans la question, mais je puis vous avouer que l'opinion magyare diffère à ce sujet. Certains politiciens magyars pensent qu'une union peut être établie et qu'elle encouragerait la nation magyare dans son puissant développement industriel. Certains de ceux

qui sont défavorables à une union douanière le sont parce qu'ils craignent que, la Hongrie étant surtout un pays agricole, sa jeune industrie ne soit ruinée si l'on créait une union douanière rigide. »

On voit que les Magyars les mieux placés pour nous renseigner sur l'état d'esprit de leurs congénères, sont unanimes à reconnaître la nécessité d'une *Mitteleuropa* économique qui permettrait aux Empires centraux de poursuivre, à l'égard des autres pays, une politique commerciale commune. On peut même dire qu'ils ne sont pas, en principe, opposés à une union douanière. Certains, il est vrai, ont objecté qu'une telle union pourrait être préjudiciable aux intérêts particuliers des États alliés. Matlekovits a répondu à l'objection en montrant qu'un régime de douanes intérieures parerait à ce danger.

Un grand nombre d'auteurs, néanmoins, voient le plus grand obstacle à une union douanière dans les difficultés d'ordre constitutionnel. La création de l'union douanière entraîne, en effet, une révision de l'article XII du Compromis austro-hongrois, loi fondamentale de la Monarchie dualiste. En Hongrie, le Parlement de Budapest serait, certes, tout disposé à ratifier toute réforme proposée, car le Parti National du travail de Tisza, partisan résolu du projet

compte à lui seul 257 représentants. Il est fort probable que l'on pourrait également compter sur le parti constitutionnel d'Andrassy. Cependant l'Autriche a voix au chapitre. Aucun projet de réforme de la Constitution ne peut aboutir s'il n'obtient pas au Reichsrat les deux tiers des suffrages.Le Reichsrat comptant 233 députés allemands, 107 députés tchèques, 82 députés polonais, 33 députés ruthènes, 24 députés slovènes, 13 députés serbo-croates, 19 députés italiens et 5 députés roumains, les appréhensions des Magyars sont donc fondées. Il est absolument certain, en effet, que les 283 Slaves et Latins, qui luttent contre l'hégémonie allemande, refuseront de voter en faveur d'une telle réforme. Ce sont là les difficultés d'ordre constitutionnel auxquels songent les politiciens ou les hommes d'État magyars. Sans cet obstacle, il est fort probable que l'union douanière serait, dès aujourd'hui, un fait accompli. Les autres difficultés mises en avant par certains auteurs magyars n'ont qu'une importance secondaire. Elles pourraient, les plus hautes autorités magyares l'ont démontré, être surmontées par des mesures particulières.

ENTENTE DOUANIÈRE

Une question cependant se pose. Quelle attitude définitive ont adoptée les Magyars relativement à une alliance économique entre l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne ? Ou mieux, quelle forme revêtira la participation austro-hongroise à la *Mitteleuropa* politique, économique et militaire ? Nous avons dit qu'au début l'idée d'une union douanière prévalut. En présence des obstacles d'ordre constitutionnel, il fallut pourtant y renoncer et chercher autre chose. D'ailleurs, l'entrée de la Turquie et de la Bulgarie dans le bloc des Empires centraux introduisait dans le problème un élément nouveau. Il fallait, en effet, comme l'avait déjà prévu Matlekovits dans l'article que nous avons cité,

leur faire une place dans le grand groupe économique projeté. Des considérations d'ordre aussi bien économique que politique rendaient cette incorporation indispensable. En cas de guerre économique ou politique, les nations réunies dans le groupe de l'Europe centrale devaient pouvoir trouver dans leur territoire économique bloqué tout ce qui est nécessaire à leurs besoins. Le Congrès de l'Union économique germano-austro-hongroise tenu à Dresde, le 29 novembre 1916, adopta donc une résolution dans laquelle il constatait que le fait que la Turquie et la Bulgarie étaient devenues de « loyaux compagnons » d'armes, ouvrait de nouveaux horizons et imposait des obligations qui ne pouvaient être accomplies qu'en commun.

Les Ligues économiques de l'Europe centrale, dont nous avons déjà parlé, tinrent leur quatrième conférence à Budapest les 11 et 12 décembre 1916. Les résolutions qui y furent adoptées constituent les bases d'une entente douanière des Empires centraux. La haute portée politique de cette conférence ressort nettement du bureau qui fut mis à sa tête. On choisit comme président Alexandre Wekerle, alors ancien président du Conseil qui devait, le 20 août 1917, reprendre le pouvoir. Il était assisté par le baron Emerich Ghillany, ministre hongrois

de l'Agriculture, et par Guillaume von Lers, secrétaire d'État. Dans le but de conclure une entente douanière destinée à favoriser les visées politiques des Empires centraux, les résolutions suivantes furent adoptées:

1° Les États établiront eux-mêmes leurs tarifs douaniers, mais les droits de douane doivent, autant que les conditions économiques le permettront, être identiques ;

2° La liste des franchises, c'est-à-dire le nombre des articles qui pourront, francs de douane, circuler entre l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne, doit être étendue ;

3° Dans le but d'assurer l'identité des tarifs, une commission, où seront représentés les États intéressés, sera nommée ;

4° Une politique commerciale commune devra être suivie par les États participant à l'Alliance douanière.

Partant de ces résolutions, Joseph Sztérényi, conseiller intime, ancien secrétaire d'État de Hongrie, disait : « La Hongrie désire renforcer par une alliance économique son alliance politique avec l'Allemagne. On soutient partout qu'il faut livrer au danger allemand un combat acharné. La dernière heure approche ; il nous faut agir promptement. »

Les résolutions que nous venons de citer sont la quintessence d'une Alliance douanière par opposition à une Union douanière. Une union douanière est un contrat obligeant les États contractants, dans le cas où ils négocieraient ou concluraient un traité de commerce avec un État non contractant, à agir comme une seule personne légale suivant une politique commerciale unique. N'ayant pu réussir à constituer cette union, on se rabattit sur une Alliance douanière. Il s'agissait alors d'un contrat à temps par lequel les États engagés, sans constituer une seule personne légale, seraient obligés de ne conclure leurs traités de commerce avec des États non contractants qu'avec l'assentiment de leurs alliés et après entente avec eux au sujet des tarifs (1).

Les visées économiques, et surtout politiques et militaires, de l'Alliance proposée, sont absolument les mêmes que celles de l'union. Alliance ou union comportent une politique commerciale unique et concertée. Le danger reste le même, car l'Alliance douanière opposera aux pays de l'Entente cette unité de front destinée à les rendre impuissants.

---

(1) Cf. Dr Roger Freiherr von Battaglia, *Ein Zoll- und Wirtschaftsbündnis zwischen Œsterreich-Ungarn und Deutschland* (W. Braumüller, éditeur, Vienne), pp. 51-70.

Il est bon de noter que, tout en s'alliant ainsi avec l'Allemagne, les Magyars ne se font aucune illusion sur le rôle prépondérant que jouera l'Empire allemand dans cette affaire. Ils se rendent parfaitement compte que l'Allemagne restera maîtresse de la situation. « Naturellement, écrit par exemple le professeur Oszkar Jaszi, nous ne pouvons nier que dans cette alliance, l'Allemagne, à cause de sa grande supériorité économique et de sa puissance d'organisation, exercera une certaine hégémonie. Pourtant pour les Magyars cette hégémonie sera moins une oppression qu'un appui et une aide. » (1) Les Magyars, en effet, comptent s'appuyer sur les Allemands pour lutter contre leurs ennemis de l'intérieur, contre le flot menaçant des forces anti-magyares de la Hongrie qui, malgré les mesures répressives, malgré la plus horrible oppression, s'élève pour rompre les digues et se libérer (2). Les Magyars ne peuvent donc

(1) *Wirtschaftszeitung der Zentralmächte*, mai 1916.

(2) Le 6 septembre 1917, le *Budapesti Hirlap* consacrait à ces « ennemis de l'intérieur » un intéressant article. Après avoir constaté que, désormais, les Magyars peuvent se dire à l'abri des ennemis de l'extérieur, le journal ajoutait : « On pourrait s'imaginer que nous avons accompli la partie la plus rude de la tâche qui nous incombait. C'est une erreur et, en même temps, le plus grand désappointement que nous ayons éprouvé au cours de cette longue guerre. » Il explique ensuite

que faire bon accueil à la surveillance que l'Allemagne exercera sur la Hongrie. Comme le dit Jaszi dans son article, « les 60 millions d'Allemands unis économiquement et politiquement » prennent sur eux « la charge de veiller sur la tranquillité (!) du développement (!) économique et intellectuel de 120 millions d'individus ». D'où il résulte que l'Allemagne peut, dès à présent, compter sur une force de 120 millions d'hommes, encore Jaszi ne tient-il compte ni de la Bulgarie ni de la Turquie.

---

longuement la menace que les nationalités non-magyares et non-allemandes font peser sur l'existence de l'Autriche-Hongrie. Il conclut que si des mesures efficaces ne sont pas prises immédiatement, ces nationalités disloqueront la Monarchie.

NOUVELLE UNION MONÉTAIRE

Pour faciliter l'alliance économique préconisée par les Allemands et soutenue par les Magyars, une mesure s'impose : l'unification du système monétaire. Il est significatif de noter que ce sont les Magyars qui ont les premiers émis cette idée d'une union monétaire. Dans son ouvrage, *Das Mitteleuropäische Weltreichsbündis* (*Alliance universelle de l'Europe centrale*), le Dr Palyi attire l'attention sur la nécessité de cette mesure. « Il semble impossible, écrit-il page 21, d'établir l'Empire universel sur la base d'un type commun de monnaie ; il est clair et certain pourtant que, de même que cet Empire a besoin

d'une langue commune d'échange, il ne peut se passer d'un système monétaire commun. »

De son côté, Alexandre von Matlekovits, dont nous avons déjà parlé, écrit dans la revue *Das Junge Europa*, de décembre 1915, où il consacre un article à la question de *la Hongrie et l'Union douanière mitteleuropéenne* (*Ungarn und die Mitteleuropäische Zollunion*) : « Sur un territoire douanier unique, un système monétaire commun est désirable, sinon même absolument indispensable... Si nous n'adoptons pas le système monétaire allemand, il est impossible de ne pas réglementer convenablement les rapports entre les différents systèmes existant sur les territoires douaniers. Une nouvelle complication de la situation en résulterait, telle que la supériorité allemande limiterait certainement notre droit de décision. »

La même question fut mise sur le tapis à l'assemblée tenue le 4 décembre 1916 par la Chambre de commerce de Budapest. Elle fut présentée par le président même de la Chambre de commerce, M. Léon Lanczy, conseiller intime. « La récente conférence des Ligues économiques de l'Europe centrale, tenue à Budapest, dit-il, a, sans aucun doute, préparé l'alliance économique des Empires centraux. Les doctes discussions de personnages

autorisés ont apporté les riches matériaux nécessaires à la réalisation de cette grande idée d'une politique douanière commune. Selon nous, pourtant, il s'en faut que le but soit atteint si l'on se contente d'établir les principes fondamentaux d'une politique purement douanière. Il est d'une importance aussi capitale d'entreprendre également une action dans le domaine de la politique monétaire. Cette politique doit tendre à améliorer notre système monétaire et à rétablir complètement son intégrité. On résoudrait ainsi définitivement le problème du change. Sans cette mesure, il est à craindre que la grande et féconde tâche qui vise à consolider notre politique douanière, ne soit bâtie sur le sable. »

On voit donc quel attachement les Magyars portent à la cause de la *Mitteleuropa*, puisque ce sont eux qui poussent la réalisation de l'alliance économique jusqu'à ses plus extrêmes conséquences. Ils ne se contentent, d'ailleurs, pas seulement de la théorie. Avant même que l'union monétaire ait été établie officiellement, ils la pratiquent. Voici, en effet, la note que publiait à cet égard le *Budapesti Hirlap* du 7 juillet 1917 : « En vertu d'un ordre de l'office militaire, tous les achats qui seront faits en Hongrie pour le compte de l'Allemagne, ainsi que

tous les achats hongrois en Allemagne, ne devront être payés qu'en marcs impériaux. Cette mesure s'applique à tous les achats et à toutes les ventes, et non pas seulement à ceux qui ont trait à des buts militaires. »

LES CANAUX DE LA MITTELEUROPA

L'ALLIANCE douanière, complétée par l'adoption d'un système monétaire commun, aura ainsi uni plus étroitement le bloc des Empires centraux. Les nombreuses voies ferrées qui parcourent l'Europe centrale, et notamment la grande ligne Hambourg-Berlin-Vienne- Belgrade- Sofia-Constantinople avec ses diverses ramifications, offrent un merveilleux et rapide moyen de pénétration économique. Il est malheureusement coûteux. Les voies d'eau devraient encore y être adjointes pour les transports à peu de frais des matières lourdes. Un Magyar fixé en Angleterre et écrivant en anglais, le Dr Emile Reich, y avait songé depuis longtemps. « Le rêve du peuple germain de dominer le monde,

écrit-il ([1]), implique donc en pratique la prééminence sur terre et sur mer. Pour l'obtenir, l'Allemagne aurait besoin d'un accès direct sur l'Adriatique ; si elle avait cet accès, elle pourrait mettre à exécution le plan si souvent conçu de percer un canal de l'Elbe à Trieste ; elle se trouverait alors à califourchon sur l'Europe et pourrait faire bon marché de toute combinaison franco-russe conclue contre elle. » (page 314.) L'Allemagne trouverait là des avantages, non seulement économiques, mais encore militaires. « Par un canal transeuropéen, elle annulerait la valeur stratégique du canal anglais (la Manche), où elle aurait très probablement à affronter, loin de toute base de protection et de tout port d'abri, l'attaque des flottes combinées de la France et de l'Angleterre. » (page 315.) L'auteur magyar ajoute (p. 319): « Un tel canal est l'unique remède à la malformation géographique de la Germanie, malformation qui l'empêche d'être une puissance mondiale. » Il va de soi que les partisans de la *Mitteleuropa* n'ont pas manqué de songer à ce remède.

Allemands et Magyars donc ont cherché à corriger

([1]) Dr Emile Reich, *Du succès des Nations*, traduit de l'anglais par Mme Raoul Fauquez. E. Flammarion, éditeur, Paris, s. d., mais probablement vers 1904.

cette malformation géographique en créant des voies d'eau nouvelles ou en améliorant les anciennes. La guerre a même augmenté leur ambition. De même que leurs chemins de fer permettent d'atteindre non seulement la mer de Marmara, mais encore l'Adriatique et la mer Noire, ils veulent que leurs canaux conduisent aussi, non seulement à Trieste et à l'Adriatique, mais à la mer Noire. « Nous pouvons dominer économiquement et politiquement la moitié occidentale de la Méditerranée, de l'Isonzo jusqu'en Syrie, si nous partons de la base de l'Adriatique, disait le Dr Beurle dans la *Neue Freie Presse* du 25 mars 1917, à la suite de la cinquième conférence des Ligues économiques de l'Europe centrale tenue à Berlin. C'est de là que nous pouvons avoir la suprématie dans la politique universelle, c'est de là que nous pouvons entraver le monopole anglais de Suez afin de gagner un libre passage vers l'Extrême-Orient et vers le Sud. »

Pour les Magyars, le centre du réseau de canaux qui ouvrira de si vastes perspectives à la domination germano-magyare, doit être le Danube. Au congrès de Munich, le 6 juin 1916, le député hongrois Gustave Gratz disait dans son rapport, qu'il « considère le Danube comme le lien naturel rattachant l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. » La question fut dis-

cutée en détail. Il fut généralement admis que le Danube serait la base de tout le système préconisé. C'est par le Danube que l'on relierait l'Oder, le Weser et l'Elbe et que l'on tracerait la voie d'eau conduisant de Hambourg, Brême ou Lübeck à la mer Noire.

Pour mettre cette question au point et établir un plan définitif destiné à régulariser le Danube et à établir le réseau de canaux de l'Europe centrale, une conférence fut décidée. Elle eut lieu à Budapest le 4 septembre 1916. Une nombreuse assistance y prenait part. Le gouvernement hongrois s'était fait représenter par le baron Jean Harkanyi, ministre du commerce, et le baron Emerich Ghillany, ministre de l'Agriculture. De nombreux rapports furent présentés par les délégués allemands, autrichiens et magyars. Tous insistaient sur la nécessité pour les Empires centraux d'avoir une vie économique commune. Pour l'obtenir, il fallait régulariser le Danube jusque-là trop négligé et qui, la guerre l'a démontré, est l'élément essentiel d'une union des Empires centraux. Diverses résolutions furent adoptées et une commission fut chargée d'étudier tout ce qui se rapporte à la régulation du Danube. Depuis, de nombreuses conférences furent tenues qu'il serait trop long d'énumérer ici. Elles eurent pour résultat

un acte définitif dressé en octobre 1917. « C'est, dit le *Budapesti Hirlap* du 23 octobre 1917, la sous-commission magyare qui a rédigé le projet de ce document ; après discussion, cet acte est devenu un fait accompli. »

LES MAGYARS ET LA POLOGNE

On a vu la part prise par les Magyars dans la constitution de la *Mitteleuropa.* Toute la politique magyare s'appuie sur cette conception de l'Europe centrale. Cette idée domine non seulement l'action du comte Tisza et de ses partisans, dont la loyale coopération avec Berlin est si évidente, mais même celle des partis qui se sont rangés dans le camp de l'opposition. Le brûlant problème polonais en a été la meilleure preuve. La façon dont les Magyars l'envisagent témoigne clairement que, pour eux, toutes les questions se ramènent à celle de la *Mitteleuropa* pangermanique.

Le rôle que les Magyars voudraient voir jouer à la Pologne dans cette *Mitteleuropa* a été nettement

déterminé par le professeur Oszkar Jaszi dans un article du journal polonais *Wiadomosci Polskie* (3 septembre 1916), publié en Pologne russe. Selon le sociologue magyar, il ne faut pas voir la cause de la guerre actuelle dans la rivalité économique de l'Angleterre et de l'Allemagne. Elle est dans le problème des destinées de l'Europe, problème que le conflit est appelé à résoudre. La question est de savoir si, à l'avenir, l'Europe centrale se développera ou non sous l'hégémonie allemande. Il ajoute : « Si le problème de la guerre est bien posé, le choix dicté par le résultat des événements historiques favorise au plus haut point la solution qui préconise une Europe centrale sous la domination germanique, c'est-à-dire ouest-européenne. Bien que cela puisse sembler paradoxal, une victoire de l'Europe centrale serait une victoire de l'Europe occidentale, non pas, il va de soi, sous sa forme transitoire, mais conforme au développement logique de l'histoire. L'unification des territoires polonais nouvellement conquis et de la Galicie, dans le cadre du gouvernement austro-hongrois, serait la solution la plus rapide et la plus sûre. L'alliance économique et politique intime que l'on formerait avec l'Empire allemand serait un moyen d'assurer à l'opinion publique allemande qu'une Autriche-Hongrie et une Pologne renforcées ne

pourraient suivre, à l'avenir, qu'une politique conforme aux intérêts politiques et militaires de nos alliés allemands, c'est-à-dire conforme, en général, à l'alliance de l'Europe centrale. »

Le comte Jules Andrassy, fils de l'ancien ministre des Affaires étrangères, chef du parti constitutionnel, a formulé ses vues d'une façon plus péremptoire encore. « Il est hors de doute, dit-il dans la *Neue Freie Presse* du 7 novembre 1916, que nous ne pourrons résoudre la question polonaise avec justice et correction et ainsi donner à la *Mitteleuropa* plus de puissance et lui gagner un allié au lieu d'un ennemi, que si nous ne sommes guidés ni par des sentiments spécialement allemands, ni par des sentiments spécialement autrichiens ou hongrois, mais surtout par des sentiments mitteleuropéens. »

Il convient d'ajouter que le comte Andrassy ne s'est pas contenté de vaines déclarations. Il a également apporté tous ses efforts à faire prévaloir ses idées à Vienne et à Berlin. Lorsque, le 5 novembre 1916, l'indépendance de la Pologne russe — à l'exclusion de la Posnanie allemande et de la Galicie autrichienne — fut proclamée, il adressa à Vienne et à Berlin les plus sévères critiques, faisant ressortir que la solution proposée était absolument contraire aux intérêts de la *Mitteleuropa*. Le 11 novembre 1917,

commentant dans un article du *Magyar Hirlap* les débats provoqués au Reichsrat de Vienne par la question polonaise, il revient sur cette idée que la Pologne doit être gagnée à la *Mitteleuropa* par l'octroi de son indépendance. « Depuis le début de la guerre, déclare-t-il, j'ai été partisan de l'union de la Galicie avec la Pologne russe en un État polonais indépendant... Si ce but est réalisé, le ministère des Affaires étrangères aura bien mérité de la dynastie et de la Monarchie. »

Quelques jours plus tard, à la séance du Parlement de Budapest du 20 novembre, le président du Conseil hongrois, Wekerle, répondant à une interpellation de Tisza, fit connaître publiquement le genre d'indépendance que le gouvernement magyar entend accorder aux Polonais. « Nos intérêts, dit-il, exigent qu'en connexion avec la préparation des conditions de paix, notre ministre des Affaires étrangères, s'occupe également des modifications et remaniements territoriaux qui nous concernent, de façon à ce que, dans tous les cas, nous nous trouvions prêts à défendre nos intérêts. L'avenir de l'État polonais préoccupe constamment le gouvernement. D'accord avec notre allié, nous avons été les premiers à faciliter la reconnaissance de l'État polonais. Nous travaillons actuellement à établir cet État sur des

bases solides. Les négociations relatives à l'organisation et à la garantie du nouvel État sont en cours ; elles ne seront définitivement terminées qu'au moment de la conclusion de la paix... C'est avec une sympathie générale que nous suivons la tendance qui veut unir l'État polonais de façon plus étroite à la monarchie. » Ce qui veut dire que les Magyars désirent une Pologne indépendante mais soumise à la Monarchie dualiste et partie intégrante de la *Mitteleuropa* pangermanique.

LE GOUVERNEMENT HONGROIS ET LA « MITTELEUROPA »

Il est difficile de prédire exactement quelle forme définitive prendra l'entente germano-magyare. Ce qu'il y a de certain, c'est que toutes les considérations seront attentivement étudiées, toutes les mesures seront prises en vue d'assurer la bonne marche des relations. Le premier problème à résoudre est celui des rapports économiques entre la Hongrie et l'Autriche. Ils sont réglés par un traité généralement renouvelé tous les dix ans. Le dernier a été conclu en décembre 1907. Il devait expirer en décembre 1917. De longues et laborieuses négociations ont eu lieu au sujet de son renouvellement, d'autant plus longues et plus laborieuses que, cette fois, le cas était grave. Ce traité doit, en effet,

servir de base à l'alliance économique destinée à unir l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Après des pourparlers avec l'Allemagne et l'Autriche, le comte Tisza avait, au début de 1917, abouti à un arrangement. Une note officielle, lancée par le Bureau de presse magyare, le 25 février, disait, en effet, que « dorénavant, aucun obstacle ne s'opposait à ce que fussent entreprises des négociations d'ordre économique avec l'Allemagne, mais que le texte de l'arrangement ne serait pas publié. »

Cette information attira, le lendemain, une interpellation au comte Tisza. Le comte Albert Apponyi lui demandait de faire connaître au Parlement sur quelle base et à quelles conditions l'arrangement avec l'Autriche avait été conclu. Tisza répondit qu'il ne pouvait donner aucun autre éclaircissement à ce sujet que ce que contenait le communiqué à la presse. Il prétendait qu'aucun gouvernement soucieux des intérêts de son pays ne pourrait agir autrement. Il ajoutait que toute autre déclaration risquerait de dévoiler certains détails que l'étranger devait ignorer.

Pourquoi ce mystère ? Qu'étaient ces secrets d'État qu'il fallait garder avec tant de soin ? Dans son numéro du 27 février, le *Magyarorszag*, le journal le plus hostile au comte Tisza, s'élevait contre cette conspiration du silence. « Ils préparent, disait-il, une

Mitteleuropa où la Hongrie jouera le rôle de station intermédiaire sur la ligne Hambourg-Bagdad. Pour des raisons politiques, les partis allemands d'Autriche réclament l'union la plus intime avec l'Empire allemand. Dans ce but, les droits et les intérêts de la Hongrie sont subordonnés à un projet confus et incertain de compromis à long terme, à un rapprochement intime avec l'Empire allemand et aux plans de la *Mitteleuropa*. On discutera une foule de choses : l'unité de la politique commerciale de la Monarchie, la *Mitteleuropa*, Hambourg-Bagdad ; mais on ne parlera ni des droits, ni de l'indépendance économique, ni de l'avenir, ni de l'intérêt de la Hongrie. »

Le *Magyaroszag* avait raison. L'Allemagne, l'Autriche et la Hongrie négociaient réellement l'accord d'où devait sortir le gigantesque empire universel préconisé par Palyi. Les lois fondamentales, qui régissent les rapports entre les deux États de la Monarchie, s'opposent, certes, à de telles tractations secrètes. Mais que valent, en Autriche-Hongrie, ces « chiffons de papier » ? On savait fort bien que deux perspectives seules s'offraient : faire réviser par les parlements l'article 12 de l'*Ausgleich* ou, usant de l'article 14 de la Constitution autrichienne, mettre le pays en face d'un fait accompli. Il est certain qu'une révision de l'*Ausgleich* était impossible. Le

Reichsrat, où les Allemands ne possèdent que 233 sièges sur 516, ne voudrait probablement rien entendre. La seconde solution semblait donc la plus facilement réalisable.

N'avait-on pas, d'ailleurs, pour servir de guide, l'exemple de l'Allemagne et de son *Zollverein*? Il était, il est vrai, plus facile à cette époque qu'aujourd'hui, de conclure une union de cette sorte. Il n'y avait pas à tenir grand compte des intérêts industriels des divers États de l'Allemagne, car l'industrie y était peu développée encore. Il fallut pourtant surmonter d'énormes difficultés avant d'aboutir à l'union douanière actuelle. On sait que la première institution chargée d'élaborer les lois relatives à l'union douanière était une conférence générale comprenant des représentants de tous les États allemands. Ceux-ci étudiaient et discutaient toutes les questions de politique douanière, mais chaque État possédait un droit de veto. C'était là, il va de soi, un système fort peu effectif. On s'arrangea donc pour que, au *Bundesrath* et au parlement douanier qui furent créés en 1867, la Prusse seule, en tant qu'État présidant, possédât ce droit de veto. Enfin, depuis 1871, toute question douanière étant de la compétence du *Bundesrath*, les décisions sont prises à la majorité des votes.

Cette prudente précaution s'explique. Il fallait, pendant les premières années d'existence du *Zollverein* tenir compte avec tact de la fière indépendance et de la jalousie que chaque État apportait à défendre ses prérogatives. Personne ne pouvait alors supposer qu'un jour viendrait où, en matière de douane, chaque État abdiquerait sans récriminations ses droits personnels. Le droit de veto primitivement accordé était un bon moyen d'éviter les froissements. Mais ce n'était qu'un moyen terme. Il devait tout naturellement conduire au rigide système actuel, c'est-à-dire amener tous les États particuliers à renoncer à leur individualité au profit de la collectivité.

L'Autriche-Hongrie ne se contenta pas, du reste, de prendre l'Allemagne comme exemple. Elle lui confia le soin de mener toute l'affaire et n'agit que sur ses ordres. Tisza prenait à Berlin ses directives. Ses successeurs font comme lui. C'est tout au moins ce qui ressort d'un article du *Koztelek*, organe de l'Association économique magyare, journal, par conséquent bien versé dans la matière. Cet article, reproduit par le *Magyarorszag* du 23 novembre 1917, explique pourquoi le projet de compromis présenté par Tisza, le 27 février, n'avait pas abouti. « La politique économique de la Hongrie, y est-il dit, est régie par plusieurs facteurs, parmi lesquels l'attitude

de l'Allemagne joue un très grand rôle. L'Allemagne avait d'abord exigé qu'un compromis entre nous et l'Autriche fût conclu d'urgence alors que maintenant elle consent à un règlement provisoire. Nous devons être toujours sur nos gardes quand il s'agit de la politique douanière de l'Allemagne, car, malheureusement, autant elle est sur les champs de bataille une alliée fidèle, autant elle inspire de défiance dans le domaine économique. Les sympathies varient avec la situation sur les champs de bataille et, étant donné que la situation militaire est actuellement favorable, elle vient nous déclarer qu'il n'est pas urgent d'aboutir au compromis économique.

Un second facteur influe sur notre politique économique. Ce sont les attaques slaves contre l'intégrité et l'inviolabilité de la Hongrie. Si l'on continue ainsi, il sera moralement impossible de conclure une alliance économique avec ce pays (l'Autriche).

Un troisième facteur est sans doute lè plus important. Ce sont les bruits qui annoncent la constitution d'une Pologne en union personnelle avec l'Autriche-Hongrie. Ces bruits ont provoqué une grande sensation. Il n'est pas besoin d'une forte intelligence pour en conclure qu'une union personnelle amènera une union douanière. Il n'est pas douteux que les milieux industriels de l'Autriche feront tout leur

possible pour s'attacher la Pologne agricole, de façon à contrecarrer les avantages accordés à l'agriculture hongroise par l'union douanière. Ces industriels veulent, par la même occasion, s'assurer sur ce grand territoire, un débouché pour leurs produits. Autant cette union douanière serait profitable à l'Autriche, autant elle serait nuisible à la Hongrie.

De tout cela, on ne peut tirer qu'une seule conclusion, c'est que nous devons régler en toute indépendance nos rapports économiques. Nous ne pouvons rester en union douanière avec l'Autriche qu'à une seule condition : c'est que cette union soit étendue à l'Allemagne, de façon à ce que la Pologne et la Hongrie puissent également en tirer profit. »

Les événements de la guerre ont donc amené un changement de tactique. Le gouvernement magyar que préside Wekerle a renoncé au compromis de vingt ans que réclamait Tisza au nom de l'Allemagne. On s'est contenté, le 5 décembre 1917, de faire, non sans difficulté et à 22 voix de majorité seulement, prolonger de deux ans, par le Reichsrat, le compromis actuel. La solution définitive reste en suspens. On peut être sûr qu'elle doit être néanmoins celle que préconise le *Koztelek* et qu'avait déjà entrevue le comte Albert Apponyi avant d'être ministre dans le nouveau Cabinet. Dans *Das Junge Europa* de dé-

cembre 1916, en un article intitulé *Die Saat der Helden, die Ernte des Volkes* (*Les semailles des héros, la récolte du peuple*), l'homme d'État magyar écrivait : « Nous nous trouvons devant de vastes perspectives dont nous ne voyons encore, pour ainsi dire, que le premier plan. Nous assistons à la formation d'un puissant bloc européen qui gagne la péninsule balkanique où il recueille l'héritage de l'influence russe. Dépassant l'Asie Mineure et l'Asie centrale il forme une formidable puissance universelle. »

« Une formidable puissance universelle » sous l'égide de l'Allemagne, tel est le rêve des gouvernants magyars. S'ils parvenaient à le réaliser, le monde pourrait dire adieu à sa liberté.

DÉMISSION DE TISZA
SES SUCCESSEURS ESTERHAZY
ET WEKERLE

Ainsi que nous venons de le voir, le plan pangermanique de la *Mitteleuropa* se trouve pratiquement réalisé. On n'en est plus à poser les bases ; la charpente de l'édifice est déjà dressée et, en fait, l'œuvre s'achève. Il pourra sembler cependant que, Tisza ayant quitté le pouvoir, cette œuvre pourra se trouver entravée. La démission de Tisza, en effet, ne prouve-t-elle pas que sa politique à l'égard de l'Allemagne a été abandonnée ? Ne signifie-t-elle pas que le plan de la *Mitteleuropa* a été rejeté ?

La démission du comte Tisza a été, disons-le,

faussement interprétée. On en a tiré d'incroyables déductions, aussi ne nous semble-t-il pas hors de propos d'en exposer les motifs et de montrer les tendances de la politique magyare depuis cet événement.

Au moment où il se démit de ses fonctions, le comte Tisza fut représenté, dans certains milieux des pays de l'Entente, comme le seul défenseur dans la Monarchie dualiste des visées allemandes. On en concluait que son départ brisait tous les liens qui rattachent l'Autriche-Hongrie à l'Allemagne. Ceux qui soutenaient cette opinion — et ils l'appuyaient plus sur leurs désirs que sur des réalités — prétendaient que le Premier ministre hongrois avait été obligé de se retirer parce qu'il était un partisan trop convaincu de la *Mitteleuropa* pangermanique. C'est une erreur profonde, et il suffisait de suivre la presse magyare pour s'en rendre compte. C'est ainsi que l'*Az Est* (26 mai 1917), hostile à Tisza, commentant cette opinion, la traitait de « déductions abracadabrantes... qui montrent fort bien quelles informations on a à notre sujet » et « quelle valeur ont de tels commentaires sur le monde politique ».

Constatons tout d'abord que Tisza n'est pas le seul homme d'État magyar qui soit partisan de la *Mitteleuropa*. Les deux plus éminents personnages

que comptait l'opposition au gouvernement de Tisza, les comtes Andrassy et Apponyi, sont, nous l'avons montré, d'aussi ardents défenseurs de cette idée que Tisza lui-même.

Il est certain, en outre, que la démission de Tisza n'est pas due à un conflit de politique étrangère. Beaucoup de gens, d'ailleurs bien intentionnés, mais peu versés dans la politique magyare, ont été trompés par l'apparente lutte causée par un projet de réforme électorale, d'une part; et par les informations tendancieuses lancées à l'étranger, d'autre part, informations destinées à laisser croire que cette agitation politique était une condamnation de la politique étrangère de Tisza. Le véritable motif de sa retraite et le but poursuivi, restent encore obscurs. Peut-il en être autrement ? Sûrement non, car on ne peut, sous peine de le voir échouer, démasquer le plan poursuivi.

On sait que les Empires centraux désirent la paix — une paix germano-magyare naturellement. Ils la désirent de tout leur cœur. Pourquoi pas ? Au point où en est la guerre, ils voient qu'ils n'ont rien à gagner à sa prolongation, mais qu'au contraire, ils risquent de tout perdre. Germains et Magyars ont, dès à présent, réalisé la partie principale de leur programme. On sait que le programme minimum de

l'Allemagne depuis son échec de la Marne, vise moins à des conquêtes territoriales qu'à la consolidation d'une *Mitteleuropa* qui s'étendrait d'Héligoland au golfe Persique et où elle assurerait sa prédominance. A ce point de vue la politique actuelle du kaiser et celle de Bismarck sont analogues. En 1870, Bismarck provoqua sciemment une guerre avec la France dans le but, surtout, d'unir tous les États allemands sous l'hégémonie prussienne. L'annexion de l'Alsace-Lorraine n'avait qu'une importance secondaire. Guillaume II imite donc le Chancelier de fer en élargissant sa politique. De même que Bismarck se servit d'une guerre avec la France pour grouper tous les États allemands sous la domination prussienne, Guillaume II cherche par la guerre à imposer la domination allemande à l'Autriche-Hongrie, à la Bulgarie et à la Turquie. On ne peut nier qu'il ait atteint ce but : il a déjà conquis ces trois pays, et notamment la Monarchie danubienne. S'il lui est possible, en outre, de conquérir quelque nouveau territoire ou d'assurer son influence politique et économique sur d'autres, tant mieux ; sinon, il est prêt à la paix, car la création de cette *Mitteleuropa* soumise à l'Allemagne, le satisfait pleinement. Cette *Mitteleuropa* étant un fait accompli, il ne s'agit plus pour l'Entente d'en

empêcher la réalisation, mais de la détruire.

Les Allemands d'Autriche n'ont, non plus, rien à gagner à une prolongation de la guerre. A en juger superficiellement, on pourrait croire que les Austro-Germains doivent être péniblement affectés de constater l'ascendant croissant que prend l'Allemagne sur l'Autriche. Qui ne préfère, en effet, la liberté à la servitude ? On se dit que les Allemands d'Autriche, étant gens raisonnables, préféreront leur liberté à la prédominance de l'Allemagne et ne manqueront pas de chercher à s'en libérer. On interprète donc les divers incidents qui surgissent entre l'Allemagne et l'Autriche comme un signe de conflit. C'est là une grave erreur. Le problème n'est pas si simple. Il ne se pose pas, du reste, sous cette forme. Il ne s'agit pas, pour les Allemands d'Autriche, de savoir s'ils préfèrent la liberté à la servitude. Il s'agit de savoir s'ils préfèrent la suzeraineté de l'Allemagne à la perte du rôle de dominateurs qu'ils ont jusqu'ici exercé au détriment des autres nationalités de l'Empire. Ils avaient fait leur choix longtemps avant la guerre et s'étaient de plus en plus rapprochés de l'Allemagne, sur la force de laquelle ils comptaient.

En Hongrie, la situation des Magyars est la même. La joie causée aux nations opprimées de la Hongrie, Slaves et Latins, par la victoire des États balka-

niques sur la Turquie, rappela aux Magyars que leur hégémonie était gravement menacée. Tout comme les Allemands d'Autriche, ils avaient donc à opter entre la suzeraineté de l'Allemagne et la perte du contrôle qu'ils exerçaient sur la destinée des nations non-magyares. Ils décidèrent de se mettre sous la protection de l'Allemagne à la main de fer. Le comte Apponyi, ministre de l'Instruction publique, l'avoue : « Les Magyars, dit-il, sont et resteront la puissante forteresse de l'Alliance avec l'Allemagne. Nous avons, une fois pour toutes, pris position dans le conflit des races et des puissances du monde. Nous nous rangeons loyalement et fermement, en une fière indépendance et une inébranlable solidarité, aux côtés du monde germanique. » (*Kelet népe*, décembre 1917.)

D'ailleurs, les Magyars ne se cachent pas pour dire qu'ils ont fait leur choix en connaissance de cause. Ils savent, et le professeur Jaszi l'écrit dans l'article de la *Wirtschaftszeitung der Zentralmächte*, que nous avons déjà cité, « que l'Allemagne exercera une certaine hégémonie, mais que cette hégémonie sera, pour les Magyars, moins une oppression qu'une aide et un soutien ».

Les Allemands d'Autriche et les Magyars ont, d'autre part, atteint leur principal but : ils ont

vaincu la Serbie, obligeant ses habitants à émigrer aux quatre coins du monde, occupé la Roumanie et une partie de l'Italie. Ces pays constituaient un grand danger pour l'existence de l'Autriche-Hongrie, car des millions de Yougoslaves, de Roumains et d'Italiens subjugués par les Allemands et les Magyars aspiraient à se voir incorporés aux États de leur nationalité voisins de la Monarchie. La Serbie et la Roumanie abattues, les Italiens repoussés, les Germano-Magyars croient pouvoir briser les mouvements séparatistes qui se sont déclenchés à l'intérieur de l'Autriche-Hongrie.

La partie principale du plan des Empires centraux se trouve donc réalisée. C'est, nous l'avons dit, un minimum. L'appétit ne manque pas, les pourparlers de Brest-Litovsk l'ont montré. Les coalisés de l'Europe centrale ne demanderaient pas mieux que d'annexer une foule de territoires qu'ils occupent déjà. Cependant, en mai 1917, ils craignaient que de telles ambitions ne leur fissent perdre le fruit de leurs conquêtes réelles. De là leurs efforts pour sortir au meilleur compte de la situation dans laquelle leur gourmandise les avait jetés. Ils se firent donc pacifistes.

Le gouvernement de Berlin comprit qu'il lui serait impossible de convaincre l'Entente de ses

sentiments pacifiques, car il se trouvait trop compromis. Il se retourna donc vers l'Autriche-Hongrie au sujet de laquelle on professe généralement d'incompréhensibles illusions, et il lui fit jouer le rôle d'intermédiaire. La Monarchie dualiste fut donc chargée de montrer patte de velours. La plupart des hommes politiques qui se trouvaient au pouvoir au moment de la déclaration de guerre disparurent. Bertchold prit sa retraite ; Stürgkh avait été assassiné et l'empereur François-Joseph était mort. Il ne restait plus que le comte Tisza, le principal instigateur de la guerre. Sa présence à la tête du gouvernement hongrois était un grand obstacle à la prétendue politique pacifiste que les Empires centraux voulaient inaugurer. Il fut donc décidé qu'il devrait se retirer.

Cette retraite causa une grande surprise même à ses adversaires qui ne lui pardonnaient pas de les avoir toujours écartés du pouvoir. Le *Vilag* du 24 mai écrivait que ces adversaires « pensent que Tisza a lui-même provoqué cette crise ». Pour bien comprendre les motifs de la démission de Tisza et en voir les dessous, il faut ne pas oublier que celui-ci était, — et est toujours, — le chef indiscuté du Parti national du Travail qui détient au Parlement une forte majorité (257 sièges sur 413). Il apparais-

sait donc clairement qu'aucun gouvernement ne pourrait se constituer une majorité parlementaire sans son appui.

L'adversaire le plus acharné de Tisza, le *Magyarorszag* (organe du comte Karolyi) lui-même, qui soutenait l'idée d'une réforme électorale, n'attribuait pas la chute de Tisza à l'opposition qu'il fit à ce projet de réforme. Ce journal écrivait, en effet, le 24 mai : « L'adroit argument qui prétend que la question électorale est la seule cause de la crise n'a qu'un but : il voudrait faire croire que Tisza est victime de sa propre conviction. » Bien que ce projet de réforme électorale eût été le seul objet des luttes politiques qui précédèrent la crise ministérielle, ce n'est pas à lui qu'est due la chute de Tisza.

L'*Alkotmany* (24 mai) dévoila le vrai motif de cette démission et le but poursuivi dans cette manœuvre. « Il est désirable, écrit-il, il est même nécessaire qu'à l'étranger les plans de paix du roi Charles et du comte Czernin ne voient pas se dresser contre eux l'état d'esprit suscité par le système préconisé et pratiqué par Tisza. » De son côté, le *Pesti Naplo*, du 24, écrivait : « Nous ne prétendons pas qu'au dernier moment Tisza se serait opposé à un dénouement pacifique de la guerre, mais, en tous cas, il

était président du Conseil de la Hongrie lorsque celle-ci est partie en guerre. Presque tous les chefs de gouvernement que la guerre a trouvés à la tête des États belligérants sont tombés dans l'abîme. Il était dès lors impossible de voir conclure la paix ceux-là mêmes qui ont fait la guerre. »

L'éditorial du *Magyarorszag* en date du 27 mai, corrobore ces considérations. Cet article monte, non seulement quels ont été les vrais motifs de la démission de Tisza, mais il permet en outre de découvrir le jeu du comte Karolyi, soi-disant apôtre de la paix. Le journal du pacifique comte prétend que la nation magyare et son roi sont appelés à jouer un rôle prépondérant dans la question de la paix. « Les yeux du monde entier,continue l'article, sont fixés sur la Hongrie. On éprouve moins de jalousie et de méfiance à notre égard qu'à l'égard de la très puissante Allemagne. Cette importante constatation nous impose donc le devoir de jouer le premier rôle dans l'obtention de la paix. »

Quels que soient donc les prétextes invoqués pour expliquer la retraite de Tisza, les commentaires de la presse magyare montrent clairement qu'elle a été dictée par des considérations de tactique politique. Le coup, reconnaissons-le, était bien monté. Les articles consacrés à ce sujet par la presse de l'En-

tente prouvent que certains s'y sont laissé prendre. N'est-on pas allé jusqu'à suggérer que l'éloignement de Tisza du pouvoir était l'indice d'une rupture entre l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne ainsi que de la renonciation au plan de la *Mitteleuropa*. Il suffit de noter les événements qui suivirent pour se rendre compte de l'erreur.

Tout d'abord, si la chute de Tisza avait été une victoire parlementaire de l'opposition, il va de soi, car c'est dans la nature même d'un régime parlementaire, que le chef de cette opposition devait lui succéder. C'eût été, dans ce cas, le comte Jules Andrassy, car il était alors l'âme de cette opposition.

Il est intéressant de constater que le comte Tisza lui-même discuta, à la séance parlementaire du 12 septembre 1917, cette phase de la crise de mai. Il n'entendait pas aller au fond de cette délicate question, mais jugeait que quelques remarques sur ce point seraient les bienvenues. Après quelques mots sur les idées que nous venons d'exposer, il concluait en disant que la démission du Cabinet dont il avait eu l'honneur d'être le chef, n'était pas due à une victoire parlementaire de l'opposition, mais « à de tout autres circonstances ». Il n'en dit pas davantage. Il refusa même de laisser soupçonner quelles pouvaient avoir été ces circonstances. Avons-

nous, du reste, besoin de les connaître ? Il est acquis que le ministère Tisza n'a pas été renversé par l'opposition. Il nous suffit donc pour connaître la vérité de reprendre l'opinion de la presse magyare selon laquelle la démission de Tisza est due à des questions de tactique, et de nous souvenir des intrigues austro-hongroises en pays neutre.

La manœuvre, nous l'avons dit, s'avère dès que l'on considère que pour succéder à Tisza on appela, non pas le comte Andrassy, l'éminent homme d'État de l'opposition, mais le comte Maurice Esterhazy. Remplacer au pouvoir un homme intelligent et énergique comme Tisza par une quantité négligeable ; mettre entre les mains d'un homme politique sans couleur et sans force, en pleine guerre, un pays dont l'existence même est en jeu, semble tout au moins singulier. Et pourtant ce choix était une conséquence logique de la tactique adoptée. Elle était logique, en effet, car le comte Esterhazy n'avait jamais été mêlé personnellement au tourbillon politique occasionné par la guerre, il n'avait point participé à la déclaration de guerre. Il pouvait donc passer aux yeux de l'Entente pour l'homme de la paix et donner l'impression d'être le représentant d'une orientation nouvelle.

Aussi inconnu pourtant qu'eût été le comte Es-

terhazy, ceux qui sont au courant de la politique magyare et de ses divers partis n'eurent aucun doute sur la conduite qu'il devait tenir vis-à-vis de l'Allemagne. Ceux-là savaient fort bien qu'Esterhazy n'est pas ce que l'on peut appeler un homme politique indépendant, mais un disciple du comte Andrassy qui, lui, n'est une énigme pour personne. Il était donc évident pour les initiés que le nouveau président du Conseil suivrait fidèlement et exactement les préceptes de son mentor.

On s'en aperçut bientôt. Le 12 juillet, en effet, une interpellation du baron Madarassy-Beck obligeait le nouveau président du Conseil à exposer la politique étrangère du Cabinet. « Nous adhérons résolument à l'alliance de la Monarchie avec l'Allemagne, alliance qui a si brillamment fait ses preuves. Il ne peut y avoir le moindre doute sur notre honnête, loyale et forte fidélité à cette alliance. A cet égard, le point de vue du présent gouvernement est le même que celui du gouvernement précédent. Je tiens à affirmer l'inébranlable constance de notre politique d'alliance. » C'est catégorique

C'était dire que le comte Esterhazy adoptait la politique suivie par Tisza et que, naturellement, il continuerait les tractations de celui-ci avec l'Allemagne. L'aveu s'en trouve, d'ailleurs, dans l'exposé

gouvernemental du 21 juin. Esterhazy fait savoir qu'il poursuivra les négociations entamées l'année précédente avec l'Empire allemand au sujet d'un traité économique Quant à la ratification de ce traité, il déclara qu'elle serait réservée à la prochaine session du Parlement, à moins que des circonstances imprévues n'obligent à prendre d'autres dispositions.

Si le Cabinet Esterhazy continuait la politique de Tisza dans ses grandes lignes, il se séparait pourtant de celle du Parti national du Travail sur la question de la réforme électorale. Esterhazy, comme Tisza, avait cette réforme en horreur, car, comme lui, il était hanté par la menace que constituent les nationalités opprimées Néanmoins, le comte Esterhazy était, plus que Tisza, disposé à accorder un droit de suffrage plus étendu Il entrevoyait la possibilité d'introduire des restrictions qui, en ce qui concerne les nationalités non-magyares, en neutraliseraient les effets. Cette question causa cependant d'inextricables embarras au nouveau gouvernement Non seulement il ne put s'assurer l'appui du parti de la majorité, mais encore il lui fut impossible de rallier les partis de la minorité qui se trouvaient représentés dans le Cabinet.

Les machinations politiques qui suivirent sont fort édifiantes et pleines d'enseignement. Diverses

tentatives furent faites pour amener une rupture dans le Parti national du Travail. Ce fut en vain. Voyant sa situation sans issue, le comte Esterhazy fit savoir à son mentor qu'il désirait abandonner le pouvoir. Le comte Andrassy adressa aussitôt au roi un mémoire dans lequel il exposait ses vues sur la politique intérieure et extérieure. Comme il eut ensuite plusieurs entrevues avec le roi, la presse magyare tout entière s'empressa de saluer son avènement au pouvoir. Mais, surprise et consternation, le décret royal du 20 août nommait premier ministre de Hongrie, non pas le comte Andrassy, mais le Dr Alexandre Wekerle. Il était normal d'escompter la nomination d'Andrassy, de là la surprise. Chacun se demandait ce que signifie ce revirement.

Il signifie simplement que les grands chefs de la politique étrangère de l'Autriche-Hongrie, désireux de tenter une manœuvre dont le secret était une des conditions du succès, n'allaient pas mettre le public dans leur confidence. Seuls quelques collaborateurs de cette œuvre mystérieuse étaient initiés. Aussi obscure pourtant que soit une énigme, elle n'est point indéchiffrable ; aussi caché que soit un secret, il n'est pas à l'abri de tous les regards. Certains donc parvinrent à éclaircir le mystère qui planait sur la combinaison. Le premier fut le correspondant vien-

nois du *Vilag*. Le 22 août, celui-ci révélait aux lecteurs du journal ce qui s'était passé dans les coulisses lors de la nomination du Dr Wekerle. Il se disait à même d'établir incontestablement que le monarque était absolument d'accord avec les vues politiques du comte Andrassy, aussi bien en ce qui concerne les affaires intérieures que les affaires étrangères, mais que l'échec du comte était dû à l'opposition du comte Czernin, ministre austro-hongrois des Affaires étrangères. Cette révélation causa naturellement une grande sensation dans les milieux politiques magyars et fut vivement commentée dans la presse.

Il est à noter qu'aucun démenti ni officiel ni même officieux n'est venu infirmer les révélations du *Vilag*. Le journal en conclut, le 25 août, que ces faits corroberaient l'opinion de ceux qui disaient le ministre austro-hongrois des Affaires étrangères occupé à un jeu secret auquel la nomination d'Andrassy aurait fait obstacle. L'assertion du *Vilag* n'était point, d'ailleurs, pour surprendre ceux qui suivent d'un peu près la tactique austro-hongroise, et l'on ne fut point étonné des vagues allusions que le comte Tisza fit à toute cette affaire dans son discours du 12 septembre, dont nous parlions tout à l'heure. Cela prouve que nous avions raison en disant qu'il s'agissait là d'une simple manœuvre de la part de l'Au-

triche-Hongrie officielle. Le *Vilag* avait raison en disant que la nomination d'Andrassy aurait nui à cette manœuvre, car il était trop connu dans les pays de l'Entente comme un des partisans les plus convaincus de la *Mitteleuropa* germano-magyare.

Il est vrai, néanmoins, qu'il serait impossible de trouver un seul des hommes politiques magyars en vue qui ne soit partisan de cette *Mitteleuropa*. Parmi eux pourtant il en est quelques-uns qui, au cours de la guerre, ne se sont pas mêlés ouvertement à cette politique. Le Dr Alexandre Wekerle, l'un des meilleurs financiers et économistes magyars, est de ceux-là. Le Dr Wekerle, élevé pour la quatrième fois au rang de premier ministre de Hongrie, se tenait depuis sa retraite du gouvernement de coalition, en 1910, à l'écart de la vie politique. Il offre donc l'avantage d'être l'un de ces hommes d'État qui ne se sont pas trouvés mêlés à la déclaration de guerre et à la politique subséquente. Ce serait cependant une erreur de croire qu'il n'a ni opinion marquée, ni conviction précise quant au but de la présente guerre.

Notons tout d'abord qu'il s'est fait l'apôtre d'une vaste union économique et que c'est lui qui a lancé l'idée d'un compromis économique à long terme avec l'Autriche et l'Allemagne. « Dès le temps de

paix, expose le radical *Vilag* du 25 août, il était partisan de grandes unions économiques, et durant la guerre il a fait ressortir en plusieurs occasions que l'expérience de la guerre justifie hautement sa conception. » Le journal magyar présente ensuite l'avis du comte Apponyi, à qui Wekerle a confié le portefeuille de l'Instruction publique. Celui-ci pense qu'un compromis et un traité de commerce ne peuvent être conclus tant qu'on ne sera pas fixé sur l'issue de la guerre. « Selon Wekerle, ajoute le *Vilag*, une telle conception marque une méconnaissance absolue de la situation économique. Il est clair que l'état présent de la guerre ne laisse prévoir aucun changement territorial important. D'ailleurs, l'influence économique de changements territoriaux ne peut même pas être comparée à la question de savoir, par exemple, si les récoltes seront bonnes ou mauvaises dans les comitats de Pest ou de Bacs. Par contre, la guerre conduit à la formation de grands territoires économiques. » Le quotidien magyar continuant l'exposé des vues de Wekerle dit que, quelle que soit l'issue de la guerre, l'idée d'établir une barrière douanière entre l'Autriche et la Hongrie, d'une part, et l'Allemagne, d'autre part, est absolument injustifiable, contraire aux intérêts magyars et au progrès. Il s'agit dès lors de faire valoir,

dans le sein d'une union économique, les intérêts particuliers de la Hongrie, car, selon Wekerle, la question la plus importante n'est pas de savoir si l'on formera avec l'Allemagne un territoire douanier commun, mais si le traité que l'Autriche-Hongrie conclura avec l'Allemagne est bon ou mauvais.

On voit que, pour des raisons d'ordre économique, Wekerle est persuadé qu'un vaste bloc économique de l'Europe centrale, la *Mitteleuropa*, doit être établi quel que puisse être le résultat de la guerre. C'est une constatation de la plus haute importance. Il ne faut pas oublier, d'ailleurs, que Wekerle avait présidé l'assemblée de la Ligue économique de l'Europe centrale, assemblée dont nous avons parlé, au cours de laquelle furent votées des résolutions en faveur de la conclusion d'une alliance douanière entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. En outre, ainsi qu'il ressort du discours qu'il prononça dès son entrée en fonctions et qu'a reproduit le *Budapesti Hirlap* du 13 septembre 1917, Wekerle fait entrer dans son programme la tâche assumée dans ce but par son prédécesseur Tisza.

C'est là encore une nouvelle preuve de ce que nous avancions au sujet de la démission de Tisza, lorsque nous disions que ce changement dé ministre ne signifiait aucunement que la politique germano-

magyare eût changé à l'égard de l'Allemagne. Il en ressort clairement aussi que l'échec d'Andrassy était dû, non point à ce que celui-ci est un fervent adepte de la *Mitteleuropa*, mais à ce que, dans les pays de l'Entente, il est connu comme tel.

C'est que les Empires centraux — et le professeur Fœrster l'avait fait remarquer vers le milieu d'août dans le *Berliner Tageblatt* — s'étaient aperçus de la grave erreur qu'ils avaient commise en attirant, par leurs discussions, l'attention de l'Entente sur la *Mitteleuropa*. Ils cessèrent donc d'en parler si haut et cherchent même à éviter tout ce qui pourrait rappeler aux Alliés la menace de ce projet. Ils font même de leur mieux pour laisser croire qu'ils ont renoncé à la création de ce monstre. C'est ainsi que l'Allemagne a interdit la sortie de *Die Hilfe*, revue dirigée par Friedrich Naumann et consacrée à toutes les questions relatives à la *Mitteleuropa*, tandis que l'Autriche-Hongrie arrêtait l'exportation de *Das Junge Europa* (*Kelet népe*), publication du même ordre où des hommes d'État magyars, comme Andrassy, Apponyi, Wekerle lui-même, Sztérényi Matlekowits, le cardinal Csernoch et autres, exposent leurs vues sur la future Europe centrale germano-magyare.

Le silence qui s'est fait autour de la *Mitteleuropa*,

et qui n'avait pour but que de leurrer l'Entente, ne prouve donc pas que ce grandiose projet soit mort et enterré. Il serait même extrêmement dangereux de le croire, car jamais, au contraire, ce plan n'a été plus près de sa réalisation qu'aujourd'hui. Le 8 septembre 1917, l'organe socialiste magyar *Népszava*, sous le titre de « Mitteleuropa agricole », lui consacrait un article dans lequel il disait que deux circonstances l'avaient, plus que jamais, mis à l'ordre du jour. La première est l'avènement au pouvoir de Wekerle, partisan avéré d'un rapprochement économique avec l'Allemagne. L'autre est une grande étude consacrée au problème, dans la revue magyare *Kozletek* par Jules Rubinek. Le *Népszava* accorde une grande importance à cette étude, car les initiés savent que ce Rubinek est le porte-parole autorisé des terriens magyars. « Ce qu'il dit ou écrit, affirme le journal, peut être considéré comme leur point de vue. »

Dans la première partie de son travail, Rubinek prétend que l'inéluctable développement du commerce extérieur de l'Allemagne poussa l'Angleterre à provoquer la présente guerre. L'expérience acquise par l'Empire allemand au cours de la lutte ont convaincu les milieux dirigeants que l'Allemagne ne pourra, dans les guerres futures, conserver sa posi-

tion que si elle est à même de se procurer des vivres et des matières premières sans le concours de l'Angleterre. Dans ce but la ligne de Bagdad et l'exploitation économique de la Mésopotamie sont indispensables, ce qui rend nécessaire la création de la *Mitteleuropa*. « De là vient la hâte qu'apportent les sphères officielles à la réalisation pratique de l'idée d'un rapprochement économique... La clef de la situation est, sans conteste, entre nos mains et, si nous agissons avec habileté, nous pourrons en tirer de grands avantages. La concentration économique des puissances de l'Europe centrale dépend absolument de notre volonté. »

Dans la seconde partie, Rubinek pose les conditions auxquelles les grands propriétaires magyars sont disposés à collaborer à la *Mitteleuropa*. Il dit que l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne doivent former un territoire économique unique, limité par une frontière douanière uniforme. Ainsi groupés comme en un seul État, elles concluront des traités avec les États étrangers. Les traités de commerce et de douane (*Zoll-und-Wirtschfatsbündis*) doivent être conclus pour une longue période pendant toute la durée de laquelle ils devront être indissolubles.

Telles sont les grandes lignes de l'étude de Rubinek. « Tels sont, dit la *Népszava* dans son commen-

taire, dévoilés avec une rare franchise, les projets de guerre des terriens magyars. » Cette remarque, aussi bien que l'article de Rubinek, montre que la *Mitteleuropa*, en tant que résultat de la guerre, préoccupe toujours l'esprit des Magyars. Elle continue à faire l'objet principal des conversations dans les milieux politiques. C'est tout au moins ce qui ressort de la réponse qu'à la Chambre de Budapest, Wekerle adressait, le 17 janvier 1918, à un interpellateur, le député Paul Sandor. « Au sujet de la question d'une union douanière, disait le premier ministre hongrois [1], les opinions les plus diverses sont émises. Certains sont partisans d'une union complète ; d'autres d'une union avec des douanes intérieures entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie ; certains enfin repoussent l'union et souhaitent l'établissement de tarifs de faveur. Nous nous trouvons, en outre, en présence d'opinions qui n'admettent pas un régime douanier de faveur ou bien qui le considèrent comme irréalisable et se prononcent simplement pour la conclusion d'un nouveau traité de commerce. Toutes ces choses sont encore dans un stade des plus primitifs. » Rien de plus clair donc,

---

[1] Nous citons ses paroles d'après le *Pester Lloyd* du 18 janvier 1918.

tous et chacun soumettent des projets, mais personne n'envisage l'idée du *statu quo*. L'union de l'Autriche-Hongrie et de l'Allemagne a l'opprobation de tous. Comment pourrait-il en être autrement ?

« Des rapports plus étroits avec l'Allemagne, continuait Wekerle, sont pour nous, à cause de considérations d'une haute valeur économique, de la plus grande importance. *Si nous voulons participer au grand mouvement économique qui s'étendra de la mer du Nord à la mer Noire, et de là jusqu'en Asie Mineure*, nous devons prendre des mesures économiques en conséquence. » C'est-à-dire que les Magyars doivent, dès à présent, préparer le terrain à ce vaste domaine de la *Mitteleuropa* qui s'étendra de Hambourg au golfe Persique. Quelques jours (26 janvier) après ce discours, Wekerle montra, en remaniant son Cabinet et en y introduisant un plus grand nombre de chauvins magyars, qu'il prenait des mesures en conséquence. Il confia notamment le portefeuille du Commerce à Sztérényi, dont nous avons eu déjà l'occasion de parler. Aussi le *Magyarorszag* du 27 janvier ne s'y trompe-t-il pas. « Sztérényi, écrit-il, est l'auteur intellectuel des luttes douanières avec la Serbie et il a, par son action, essentiellement contribué à semer le germe de la présente guerre universelle. Aujourd'hui Sztérényi

est le principal représentant de la tendance qui désire l'annexion économique de la Hongrie à l'Allemagne. La nomination même de Sztérényi aux fonctions de ministre donne au remaniement du Cabinet son véritable caractère. »

L'Entente se laissera-t-elle plus facilement tromper que le *Magyarorszag* ? Nous espérons que non. Elle ne peut manquer de s'apercevoir que le fameux plan pangermanique est en voie de réalisation. Il ne reste plus qu'à mettre au point certaines questions de détail. Cela se fera aisément car, comme on le voit, les gouvernements se sont mis à la tâche de tout cœur. Or jamais le projet d'une telle *Mitteleuropa* n'a été aussi dangereux qu'à l'heure actuelle. L'anarchie russe a permis aux Empires centraux d'étendre leurs plans. L'Allemagne s'apprête à incorporer dans le bloc en formation la Courlande et la Lithuanie, en attendant que la Finlande soit mûre. L'Autriche-Hongrie, de son côté, travaille la Pologne et met déjà la main sur l'Ukraine. Les Alliés de l'Entente laisseront-ils s'accomplir cette besogne sinistre ? Ne briseront-ils pas enfin les reins du monstre qui déjà étend ses griffes sur le globe entier ? Seule une victoire intégrale le leur permettra, car toutes les tentatives de désunion, tous les efforts faits en vue de séparer l'Autriche-Hongrie de l'Allemagne seront

vains [1], quoi qu'en pensent certains hommes d'État anglais. Les paroles n'avanceront guère nos affaires, et nos promesses, aussi tentantes soient-elles, ne vaudront jamais, aux yeux des gouvernants germano-magyars de la Monarchie danubienne, les bienfaits qu'ils attendent de leur « grosseres Mitteleuropa ».

---

(1) Mr. Penfield, ancien ambassadeur des États-Unis à Vienne, passant par Paris après la rupture des relations diplomatiques entre son pays et l'Autriche-Hongrie, répondait à un journaliste français qui l'interviewait : « Malgré les deux couronnes des Habsbourgs et des Hohenzollern, l'union des deux Empires est un fait accompli. Berlin commande à Vienne, non seulement au point de vue militaire, mais aussi au point de vue politique. Une seule volonté gouverne les deux pays : celle de l'empereur allemand. » *Information* du 10 mai 1917.

RÉORGANISATION DE L'EUROPE CENTRALE

Laissons pour l'instant les grands mots abstraits de droit, de justice et de liberté. Ne nous demandons pas si l'Entente renierait ses principes en ménageant les Habsbourgs — car l'Autriche-Hongrie n'est pas autre chose — au détriment des diverses nations sur lesquelles ils règnent. Ne considérons pas s'il y aurait inconséquence, après avoir proclamé le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, à abandonner, sans leur consentement, les peuples de la Double Monarchie à la tyrannie germano-magyare. Nous savons qu'en politique on préfère des réalités plus tangibles, aussi chercherons-nous plutôt à établir de quel côté se trouve l'intérêt des Alliés.

Il est entendu qu'un belligérant luttant contre une coalition a tout intérêt à la rompre et à faire pencher la balance de son côté. Il y a toutefois plusieurs moyens d'opérer cette rupture : une paix séparée en est un. Il oblige cependant à des concessions, à des compromissions qui peuvent être plus nuisibles qu'avantageuses. C'est le cas présent. Pour qu'on pût l'entraîner dans une telle combinaison, il faudrait, d'une part, que l'Autriche-Hongrie fût attachée à l'Allemagne par des liens moins solides et, d'autre part, qu'on lui offrît plus qu'elle ne gagne en restant comprise dans la *Mitteleuropa*. Prendrons-nous à notre charge, pour la libérer de son alliée, les dettes énormes qu'elle a contractées ? La sauverons-nous de la banqueroute pour nous ruiner nous-mêmes ? Chasserons-nous de son état-major les officiers de Guillaume II, et de son territoire les troupes allemandes, bulgares et turques ? A-t-on réfléchi à cela ? Avant d'aller en Suisse, comme on l'a dit, s'entretenir avec le comte Mensdorff, le général Smuts [1] s'est-il posé ces questions et y a-t-il

[1] Le 7 février 1918, le journal anglais *Justice*, organe social-démocratique, écrivait : « Nous savions depuis deux semaines ou plus que le général Smuts est, comme membre du Cabinet de guerre, entré en Suisse en pourparlers de paix avec l'Autriche, qui était représentée par le comte Mensdorff. » Cette révélation fut, le 13,

trouvé une réponse satisfaisante ? Nous en doutons. La France ne s'est pas liée à la Grande-Bretagne, à la Belgique, au Portugal et aux États-Unis comme l'Autriche-Hongrie à l'Allemagne. Que l'on imagine pourtant ce qui arriverait si la France aujourd'hui voulait traiter une paix séparée. Elle ferait de ses amis des ennemis et il lui faudrait entreprendre une guerre contre eux pour chasser leurs armées de son territoire. Il faut être bien naïf pour croire que l'Autriche-Hongrie eût été assez simple pour signer une paix qui l'obligerait à une nouvelle guerre. Il est donc tout naturel que le délégué du *Ballplatz* ait repoussé les avances du général Smuts et personne ne saurait s'en étonner. Il n'en reste pas moins que cette compromettante et vaine démarche a dû suggérer à Berlin, où l'on ne l'a certainement pas ignorée, l'idée que la Grande-Bretagne est fatiguée de la guerre.

Admettons néanmoins que la Monarchie danubienne, que tenaille un pressant besoin de paix, ait prêté l'oreille à de telles propositions. Il est sûr alors qu'elle en aurait aussitôt référé à Berlin et

---

porté au Parlement anglais par le député Whyte. M. Balfour, loin de nier le fait, ajoutait à ses explications d'ailleurs pleines de réticences : « S'il était possible de rompre la coalition, personne ne s'en réjouirait plus que moi. » Cf. *The Times* du 14 février 1918.

qu'une dangereuse comédie aurait commencé pour attirer toute l'Entente dans le piège d'une paix germanique. Rien ne saurait faire, en effet, que l'Autriche-Hongrie soit autre qu'elle est, rien ne saurait changer l'état d'esprit de ses dirigeants pour qui le summum de la prospérité s'incarne dans la *Mitteleuropa.* On a vu que les gouvernements de Vienne et de Budapest sont les représentants les plus intransigeants des Allemands et des Magyars, que c'est sur l'hégémonie germano-magyare qu'ils basent l'existence du double État. Pour eux, l'Autriche-Hongrie ne peut vivre qu'en s'appuyant sur l'Allemagne et qu'en appuyant l'Allemagne. S'ils consentaient, sous la puissante pression des événements, à changer l'orientation de leur politique, on peut être sûr que ce changement ne serait pas de longue durée, car ils ne sauraient ni oublier les grands projets qu'ils ont échafaudés ni surtout sacrifier leurs deux nations en se sacrifiant eux-mêmes. Peut-on concevoir comme sincère un gouvernement à la tête duquel se trouveraient les mêmes hommes qui, à toute occasion, ont proclamé que l'Autriche doit être allemande et la Hongrie magyare ? De quelque côté qu'on examine le procédé simpliste d'une paix séparée, il apparaît comme irréalisable ou dangereux.

Il était cependant un autre moyen d'en finir avec

l'Autriche-Hongrie : c'était de favoriser chez elle les germes de dissolution qui y fermentent depuis longtemps. Ce procédé-là, l'Allemagne n'a pas hésité à l'employer à l'égard de la Russie dès qu'y a éclaté la révolution. On sait les résultats qu'il a donnés. Il eût été plus efficace encore dans la Monarchie des Habsbourgs où les luttes nationales étaient d'autant plus faciles à utiliser que la plupart des Slaves, Tchécoslovaques ou Yougoslaves, les Roumains et, sans doute, les Italiens, étaient favorables à notre cause qu'ils ont défendue par tous les moyens en leur pouvoir. Il paraît qu'on y a songé quelque temps. La réponse adressée le 10 janvier 1917 au président Wilson semblerait le prouver. Elle proclamait comme but de guerre « la libération des Italiens, des Slaves, des Roumains et des Tchécoslovaques de la domination étrangère... » Malheureusement, ce beau programme, le seul efficace pour détacher l'Autriche-Hongrie de l'Allemagne, n'était que transitoire. Un an plus tard, en effet, dans le même message où il demandait au Sénat de Washington de déclarer la guerre à la Monarchie dualiste, le président Wilson assurait ne vouloir ni démembrer ni même « réajuster » cet hétéroclyte État. Le 5 janvier 1918, le Premier britannique, M. Lloyd George, dans un discours adressé aux Trade Unions formulait la

même idée qui, depuis, semble avoir été adoptée par l'Entente. Il est vrai que, pour appuyer ce revirement, on explique que l'on accorderait aux diverses nations soumises aux Habsbourgs une « véritable autonomie basée sur les principes démocratiques ». On croit sérieusement que cette « véritable autonomie » accordée aux Tchécoslovaques, aux Yougoslaves, aux Polonais, aux Ukrainiens et aux Roumains, répondrait suffisamment bien aux buts politiques de l'Entente et mettrait fin, en Autriche-Hongrie, aux velléités d'agression des Allemands et des Magyars.

L'histoire de la Maison d'Autriche, en tout premier lieu, autorise à affirmer qu'une telle solution est impossible. La Bohême, la Carniole, Trieste, bref tous les territoires de l'Autriche, de même que le royaume de Croatie-Slavonie-Dalmatie, la Transylvanie et tous les pays de la Hongrie possèdent un statut spécial, une autonomie reconnue et acceptée par les Habsbourgs, mais qu'ils n'ont jamais respectée. Changerait-on quelque chose en renouvelant cette autonomie qui, reconnue en théorie, continuerait à n'être pas respectée en fait ? On ne ferait qu'imposer un régime impraticable, car personne ne voudrait l'appliquer.

Il faudrait, en effet, l'imposer. On aurait tort,

de s'imaginer que les Habsbourgs se résoudraient à garantir aux Slaves,et aux Latins une autonomie véritable avant d'avoir été complètement défaits. Le successeur de François-Joseph connaît trop bien les aspirations de ses peuples pour savoir qu'une telle réforme entraînerait à bref délai la fin de son règne. Il s'efforce donc, de tout son pouvoir, de nier le droit des nations. A la séance du Reichsrat tenue le 27 juin 1917, le président du Conseil autrichien, Seidler, déclarait au nom de la Couronne et après avoir consulté le ministre des Affaires étrangères, Czernin, que la supposition formulée par un député, « suivant laquelle le gouvernement impérial et royal aurait reconnu le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes comme base d'une paix durable, est une erreur. » Quelques jours après, le 4 juillet, Esterhazy, président du Conseil hongrois, répondit à son tour à Tisza que « ni le gouvernement hongrois, ni le gouvernement autrichien ne reconnaîtront jamais le point de vue propagé par l'Entente, suivant lequel certains groupes de sujets hongrois établis conformément à la nationalité ou sur toute autre base, auraient le droit de déterminer eux-mêmes leur sort. » Le 20 novembre 1918, Wekerle, parlant au nom du roi de Hongrie, affirmait à la Chambre de Budapest les idées mêmes que Seidler,

au nom de l'empereur d'Autriche, présenta le 23 à la Chambre autrichienne. « Dans toute réforme de la constitution, dit-il, le gouvernement observera deux principes essentiels : 1° *l'unité de l'État autrichien doit être sauvegardée* ; 2° les frontières de chaque pays de la Couronne doivent être maintenues. » Seidler ajoutait : « Le gouvernement condamne toute tendance poussant nos ennemis à nous imposer comme condition de paix une forme de notre organisation intérieure. » L'empereur-roi et ses deux gouvernements donc se refusent à reconnaître aucun droit aux nationalités, à leur accorder aucune autonomie.

Nous n'avons pas besoin de dire qu'en Autriche les Allemands, à qui une telle réforme ferait perdre une grande partie de leurs prérogatives, s'y opposent absolument. Il suffit de lire leurs journaux pour s'en convaincre. Les Magyars ne sont pas mieux disposés, et leurs arguments ne diffèrent guère, d'ailleurs, de ceux des Allemands. « Si nous accordons l'autonomie aux nationalités qui nous sont soumises, dit en substance un de leurs organes (1), nous perdrons l'hégémonie que nous avons jusqu'ici exercée en Hongrie. Ce serait le plus grand malheur qui puisse

(1) Cf. éditorial du *Az Ujság*, n° du 1er juillet 1917.

nous arriver. Rien de pire ne peut nous advenir, même si nous sommes complètement vaincus par l'Entente, car alors nous serions une de ces petites nations qui, selon le programme de l'Entente, doivent être libres.» Partant de cette idée, ils s'effraient de leur rôle futur et refusent de « reconnaître les Slovaques,ler Serbes,les Roumains et les Ukrainiens comme formant des nations, car lesMagyars, ne sont pas disposés, au milieu de ces nombreuses petites nations, à s'abaisser au niveau d'une nationalité » [1].

Les revendications nationales ont dans les Magyars des adversaires si acharnés qu'ils emploient, non seulement tous les moyens violents pour en empêcher l'expression, mais qu'encore ils cherchent à abattre, pendant qu'il en est temps encore, les nations qui vivent sous leurs joug. On sait quel régime ils imposaient avant la guerre aux sujets du royaume de Hongrie [2]. Ils font aujourd'hui pire encore. « Il est nécessaire, crient-ils par la voix du *Pesti Hirlap* (19 août 1917), de mettre fin à tout marchandage avec les nationalités!... Il faut rendre la Hongrie magyare. » Dans ce but, le comte Apponyi, ministre de l'Instruction publique, s'empresse, dès son arrivée au pouvoir, de prendre les mesures né-

---

[1] *Az Ujság* du 1er septembre 1917.
[2] Cf. Ernest Denis, *Les Slovaques* (Paris, 1917).

cessaires à la dénationalisation des enfants. Il décrète donc la fermeture des écoles primaires roumaines et interdit l'emploi du slovaque dans l'enseignement religieux (seule matière pour laquelle cette langue soit employée).

C'était encore trop peu de chose pour satisfaire le besoin d'extermination des Magyars. Ils songèrent donc à adjoindre à leur programme d'action un procédé naguère pratiqué par les Prussiens à l'égard des Polonais de la Posnanie : l'expropriation forcée. Le professeur Dr Roland von Hegedüs, de l'Université de Budapest (député, directeur de la Banque commerciale de Budapest), exhorta le gouvernement à adopter en ce sens une nouvelle politique agraire. « L'État, prétend-il, ne saurait à l'avenir laisser les terres des régions frontières entre les mains de propriétaires auxquels, l'expérience de la guerre nous l'a appris, il est impossible, au point de vue militaire, de se fier. L'État ne saurait à l'avenir laisser les terres en la possession des nationalités non-magyares... L'État doit, tout au moins, adopter une politique agraire qui lui permettra d'exercer un droit d'option dans les districts de la frontière et d'y propager l'assimilation nationale. » (1)

(1) Roland von Hegedüs, *Magyarország a háború után* (*La Hongrie après la guerre*, Budapest, 1917), p. 62.

L'appel du si humain professeur fut répété par la presse magyare aussi bien en province qu'à Budapest. Le 14 juin 1917, le *Szegedi Napló*, de Szegedin, consacrait à la question un article intitulé — quelle ironie! — « la démocratisation de la Hongrie ». L'auteur prouve par les statistiques que les nationalités non-magyares habitent surtout les régions frontières. Considérant ensuite qu'une réforme démocratique est nécessaire, mais dangereuse pour l'État unitaire magyar, il propose de chasser les non-Magyars de leurs terres, de les éparpiller à l'intérieur du royaume, et de les remplacer par de bons et fidèles Magyars. « Si, conclut le journal, nous réalisons cette politique en même temps que nous réformerons le droit électoral, le suffrage le plus étendu lui-même ne sera plus dangereux pour l'État magyar. » Le *Pesti Hirlap* (4 août 1917) est moins démocratique, mais non moins radical dans l'éditorial qu'il intitule « la Colonisation magyare ». Dans l'œuvre du renforcement de la nation magyare, dit-il en substance, la tâche la plus belle, mais aussi la plus difficile, sera dévolue aux ministres de l'Agriculture et de l'Instruction publique. Le devoir du ministre de l'Instruction publique est de supprimer dans les écoles l'éducation non-magyare et d'imposer la langue magyare. Quant au ministre de

l'Agriculture, la fin de la guerre approchant, il doit s'efforcer de suivre une politique nationale et colonisatrice. L'ancien gouvernement de Tisza, prétend le *Pesti Hirlap*, a commis une faute impardonnable en négligeant de pratiquer la politique de colonisation que le gouvernement de coalition, de 1907 à 1910, avait décidée. Vingt millions de couronnes avaient déjà été réservées à l'expropriation forcée des propriétaires non-magyars, mais le gouvernement de Tisza n'a rien fait à cet égard. Le journal poursuit : « Les hommes éminents de la coalition, soutenus par de nouvelles capacités, veulent créer une Hongrie rénovée, mais ils ont affaire à un pays où, à côté de la guerre, le Parti national du Travail (1) s'est livré aux plus fâcheuses dévastations. Le ministre de l'Agriculture devra s'imposer un travail herculéen pour réorganiser ce qui a été négligé, pour faire disparaître les traces du mal... Nous désirons que, par une politique agricole sociale et nationale, le ministère de l'Agriculture remédie aux imperfections de

(1) Le parti de Tisza. Notons que le *Pesti Hirlap* est l'organe du parti hostile à Tisza, parti qui passe, aux yeux de l'étranger, pour « démocratique et libéral ». On voit en quoi consiste ce libéralisme et cette démocratie puisqu'aussi bien le journal trouve que le despotique Tisza n'est pas encore allé assez loin dans sa politique d'extermination à l'égard des nationalités.

la carte ethnographique du pays. En dehors de l'instruction gratuite donnée seulement en magyar, une telle politique de colonisation sera à même de diminuer la menace nationaliste qui divise en îlots magyars la cohésion du grand océan national. Il ne s'agit pas là d'une question d'habileté, mais du seul moyen de maintenir l'unité nationale de l'État et son intégrité territoriale. »

Un appel aussi bien lancé ne pouvait manquer d'être bien entendu. Il le fut si bien que, le 25 octobre, le Parlement de Budapest approuvait un projet de politique hakatisque [1] présenté par le ministre Mezössy. Celui-ci expliquait ainsi à un rédacteur du *Pesti Hirlap* (26 octobre 1917), le sens du décret fixant cette politique : « Dans la première moitié de la guerre, on a constaté avec tristesse que dans les régions les plus fertiles de la Hongrie méridionale, les terres se trouvaient entre les mains d'une population peu sûre... Le même cas a été constaté dans le nord... La terre de ces régions menacées doit être entre les mains d'hommes dignes de confiance. Pour atteindre ce but, les modifications dans le transfert des terres seront subordonnées au consentement des autorités. Non seulement la cession des terres, mais

[1] On sait que l'*hakatisme* est le nom donné à la politique prussienne à l'égard des Polonais.

les baux eux-mêmes dépendront des autorités. La durée d'un bail ne pourra excéder dix ans. En dernière instance, le ministre de l'Agriculture examinera, en cas de plainte, toute question particulière. Je puis donner à tout le monde l'assurance que j'userai de ce droit dans le seul but d'être utile à la politique agraire nationale du magyarisme. » Et tout le monde, en effet, se montra, parmi les Magyars, satisfait des mesures de Mezössy. Comme, de l'autre côté de la Leitha, les Tchèques s'étaient permis de trouver barbare une telle politique, le *Pesti Hirlap* (28 novembre) leur fit une leçon bien méritée : « L'État, ratiocina-t-il, doit avoir un droit illimité d'expropriation pour pouvoir morceler et coloniser les terres. Il doit pratiquer une saine attribution des terres à la nation magyare qui, seule, soutient l'État. Au sud, ce sont les Serbes qui détiennent les meilleures terres ; en Transylvanie, ce sont les Roumains. Aussi l'ordonnance de Mezössy n'est-elle qu'un commencement. Nous exigeons que cette politique soit continuée sur une grande échelle... Pendant tout le temps que le gouvernement détiendra le pouvoir, il doit l'employer à rendre le Magyar maître de la terre hongroise. » Dans le programme élaboré à la fin de janvier 1918 au nom du Cabinet remanié, Wekerle ne manqua pas de tenir compte

de ces exigences. Il y assure que des mesures diverses seront prises « dans l'intérêt de la sauvegarde positive des conceptions de la nation et de l'État ». Il faut entendre par là qu'il fera tout au monde pour conserver au *magyar némzet*, à la nation magyare, toutes ses prérogatives. La plus importante est le droit d'expropriation. « La première revendication de nos intérêts, affirmait-il, est, en politique agraire, que la terre doit rester entre nos mains... Ce but, nous devons, tout en respectant le caractère sacré de la propriété, l'atteindre par l'application du droit d'expropriation... »

Qui se chargera, sans au préalable avoir abattu l'Autriche-Hongrie, de faire entendre raison à ces énergumènes ? Qui prendra sur soi de les amener à l'idée d'accorder une « véritable » autonomie aux nations qu'ils veulent exterminer ? Que gagnerait, du reste, la sécurité de l'Europe et du monde à une telle réorganisation de la Monarchie des Habsbourgs ? Il suffit d'entendre parler nos ennemis pour le savoir.

Lorsqu'éclata la Révolution russe ; lorsque, avec la chute des Romanof, tout espoir de paix séparée disparaissait, les Allemands effrayés, examinèrent sérieusement la question de l'Autriche-Hongrie et songèrent à la remanier. Sous le titre de « la Démo-

cratisation de l'Autriche », le Dr Lederer consacra, dans le *Berliner Tageblatt* du 21 avril 1917, une étude à ce problème. Il admettait que la seule solution possible était d'établir un compromis entre les diverses nationalités. Il engageait le gouvernement à ne pas attendre pour cela la conclusion de la paix, car, disait-il, les gouvernants « s'apercevraient bientôt qu'ils se sont engagés dans une mauvaise voie ». Il ajoutait : « Le moment est venu, encore que l'état d'esprit des Slaves soit toujours favorable à l'Entente... Le gouvernement ne doit pas ajourner ses démarches en vue d'un compromis entre les diverses nationalités... Il est donc possible que la solution du problème des nationalités amène en Autriche, non seulement un profond changement dans la Constitution, mais même un remaniement de la structure intérieure de la Monarchie. » Or, deux jours avant, la *Frankfurter Zeitung* avait assuré que l'idée d'accorder une certaine autonomie aux nationalités de l'Autriche-Hongrie était favorablement accueillie par « les partisans de la *Mitteleuropa* qui ont pris pour devise : union de l'Autriche avec l'Allemagne, d'une part, mais, d'autre part, la plus grande considération possible pour les Slaves de l'Autriche. »

Ces deux idées émises par le journal de Francfort

semblent, à première vue, inconciliables. On a peine à comprendre que l'Empire allemand ait intérêt à remanier la Monarchie dualiste au profit des Slaves plutôt qu'à la maintenir telle quelle au profit des Allemands. Georg Bernhard nous donne la clef du problème dans la *Vossische Zeitung* du 23 avril 1917. « Il est nécessaire, écrit-il, de reconnaître enfin que l'Autriche n'est pas du tout un État allemand. L'Autriche est un conglomérat de diverses nationalités. La régénération intérieure de cet État ne peut donc être obtenue que par une réorganisation conforme au principe des nationalités. Une forte Autriche n'est possible que si les différentes nationalités vivent sous le sceptre des Habsbourgs comme des groupements heureux, mais séparément organisés. Une telle éventualité fera de l'Autriche, non seulement un État fort, mais encore assurera à l'Allemagne un allié d'une grande valeur politique et économique. Nous pouvons, dans l'état actuel des choses, constater que mûrit l'idée d'une grande Autriche. Cette idée est partagée par les Allemands raisonnables, aussi bien que par des Slaves sensés. *Quant à nous, Allemands de l'Empire, nous avons de bonnes raisons de nous réjouir en voyant grandir à nos côtés un État qui, grâce au précieux et considérable élément germanique, d'une part, et ses nations slaves,*

de l'autre, sert de pont entre l'Occident et l'Orient. Tant que l'Autriche nourrissait l'ambition d'être un État allemand, elle a été (ou aurait pu devenir) une rivale de l'Allemagne. La nouvelle et forte Autriche aux multiples nations sera notre complément. Seuls, des États qui se complètent mutuellement et qui, par conséquent, s'offrent des avantages réciproques, peuvent constituer une alliance durable. »

C'est, on le voit, pour renforcer davantage la puissance germanique que les Allemands songeraient à une réforme de l'Autriche-Hongrie. C'est pour consolider la *Mitteleuropa* qu'ils seraient prêts à accorder aux Slaves une apparence de concession. Mais ils ont compté sans ces Slaves, tout comme, du reste, ceux qui, du côté de l'Entente, songent à la constitution d'une Autriche-Hongrie fédérale. Si jadis les nations opprimées par les Allemands et les Magyars étaient disposées à accepter une telle solution, elles ne le sont plus aujourd'hui. L'Union tchèque des députés au Reichsrat a maintes fois exprimé sans ambages le désir qu'a la nation tchécoslovaque d'être libre et de former, unie à la Slovaquie, un État souverain indépendant. Les Yougoslaves, par la voix de leurs députés, demandent également l'émancipation et l'unification de toutes les régions habitées par eux. Les Polonais de la

Galicie exigent qu'on les incorpore à la Pologne reconstituée, et personne ne songe à s'y opposer. De leur côté, les Ukrainiens et les Roumains ne veulent pas rester assujettis à un État étranger, aux frontières mêmes d'une Ukraine et d'une Roumanie libres.

Toutes ces nations n'ont, en effet, rien à gagner à rester, sous quelque forme que ce soit, les sujets des Habsbourgs. Considérons tout d'abord que la reconstitution de la Pologne telle que tous les belligérants — même l'Autriche-Hongrie — l'admettent, enlèverait à la Monarchie danubienne toute la Galicie, c'est-à-dire 8 millions et demi de Slaves représentés au Reichsrat par 106 députés. Les Tchèques et les Yougoslaves de la Cisleithanie formeraient alors une minorité (8.472.247 Slaves contre 9.950.266 Allemands) livrée à la majorité des députés allemands du Reichsrat. L'Autriche appartiendrait alors et sans conteste à l'Allemagne. Elle lui appartiendrait d'autant plus que les Magyars continueraient à faire bloc avec les Allemands contre les Slaves. Ce bloc serait de 22.038.276 Allemands et Magyars. Il s'opposerait à 17.270.734 habitants de nationalités diverses, défalcation faite des Italiens qui, tout le monde est unanime à l'admettre, passeraient à l'Italie. L'Autriche-Hongrie que l'on

conserverait ainsi ne pourrait être qu'une annexe de l'Allemagne, un élément actif de cette *Mitteleuropa* destinée à rompre l'équilibre européen au profit de Berlin. C'est ce que les journalistes allemands que nous avons cités avaient fort bien compris.

Dans un discours que, le 23 octobre 1917, le député tchèque Udrzal, vice-président de la Chambre, prononçait au Reichsrat, il donnait la véritable solution du problème. « Nous revendiquons pour la nation tchécoslovaque, disait-il, le droit de disposer d'elle-même. Une fédération éventuelle ne peut avoir lieu qu'entre nations libres. » Une fédéralisation, en effet, ne saurait être imposée. A-t-on le droit de forcer un individu à faire partie d'une association ? Il est évident que non ; et l'on n'a pas davantage celui de forcer une nation à s'enrôler dans une fédération. Une fédération, en un mot, ne peut sortir que du libre consentement des peuples. La confédération helvétique, aussi bien que les États-Unis d'Amérique sont le résultat de la volonté des nations qui les composent. Il convient donc de rendre aux diverses nationalités de la Monarchie habsbourgeoise cette volonté que le régime germano-magyar a annihilée. Il faut accorder aux Polonais, aux Ukrainiens, aux Tchèques, aux Slovaques, aux Roumains, aux Yougos-

laves et aux Italiens la libération qu'ils réclament.

— Mais c'est le démembrement de l'Autriche-Hongrie que réclament tous ces peuples et que, si généreusement, vous leur accordez. Attention, vous allez détruire là un vieil édifice qui, jusqu'ici a su résister aux assauts du temps. Vous allez abattre la vieille forteresse de l'Europe centrale, bâtie en solides pierres de taille et qui rappelle de si grands souvenirs historiques.

— Eh bien. Oui, ce bastion du germanisme, il faut l'abattre. Il semble encore solide aux yeux du touriste à qui en imposent ces solides pierres de taille patinées par les ans. C'est une illusion. Le mortier qui liait naguère ces blocs massifs s'est effrité. *L'idée de l'État autrichien* (*die Staatsidee*) et *l'idée de l'État magyar* (*Magyar allam eszme*), comme on appelait ce ciment, ont été emportées au vent des tempêtes. Rien, si ce n'est la force de l'Allemagne, ne maintient plus unis les solides matériaux de la forteresse. Elle risque de s'effondrer sur ses habitants et d'entraîner une partie de l'Europe dans son écroulement. Il vaut donc mieux la démolir immédiatement et utiliser ses bonnes pierres de taille pour dresser un édifice nouveau, un fort plus moderne et mieux conçu dont les remparts pourront arrêter

la marche des forces germaniques en route pour la conquête du monde.

Les défenseurs de l'Autriche-Hongrie, à l'extérieur comme à l'intérieur de la Monarchie dualiste, sont d'ailleurs des plus illogiques. Ils admettent fort bien la libération de la Pologne. Le gouvernement de Vienne est même prêt à rendre la Galicie aux Polonais. Pourtant ils ne peuvent admettre la libération des autres nationalités. Nous comprenons les mobiles du gouvernement austro-hongrois qui songe à lier la nouvelle Pologne aux domaines des Habsbourgs. Nous ne comprenons pas, par contre, les raisonneurs de l'Entente qui voudraient voir la Pologne libre, tandis que les autres nations slaves resteraient asservies aux Habsbourgs. Aidons, plutôt que de raisonner, l'Autriche-Hongrie à se désagréger. Libérons toutes les nations qui le réclament, et nous aurons rempli, en leur permettant de former des États libres et indépendants, une partie de la tâche qui nous incombe.

En favorisant ensuite le rapprochement de la grande Pologne, qui débouchera sur la Baltique à Gdansk, de la Roumanie et des pays tchécoslovaques, d'une part, et — il convient d'y songer sérieusement — de l'Ukraine, d'autre part, on constituera une puissante fédération des États libres du Nord.

D'autre part, en contribuant à réaliser l'accord signé à Corfou, le 20 juillet, par les représentants du gouvernement serbe et ceux du Comité yougoslave, accord qui prévoit l'union tant désirée de tous les Serbes, Croates et Slovènes, on créera une fédération des Slaves du Sud. Il ne restera plus alors qu'à relier ces deux fédérations par un pont qui jadis existait, mais que le choc des événements de l'histoire a fait crouler.

Les piles de ce pont n'ont, d'ailleurs, pas été emportées par les orages. Elles subsistent en Hongrie. « Une longue chaîne de villages croates, écrit Lubor Niederle (1). s'étale dans les comitats de Vas, de Soprony et de Mosony, entre la frontière de la Hongrie et le cours moyen du Raab, jusqu'à la Leitha et au Danube. Ces villages sont répartis entre quatre groupes principaux. Les colonies croates ont même franchi la Leitha et le Danube et pénétré jusqu'aux environs de Pozsony (Presbourg), jusqu'à la Morava inférieure, sur les bords de laquelle quelques-unes se sont slovaquisées. » Ainsi se rejoignent les Yougoslaves et les Tchécoslovaques. Sur ces quatre piles, qui s'érigent dans une région aux populations fort mélangées, mais où les Slaves sont en grande pro-

(1) Lubor Niederle, *op. cit.*, p. 160.

portion, le Dr Chervin, dans un ouvrage très savamment documenté (1), propose de lancer le pont qui rattacherait les deux grandes îles slaves. Ce pont, long de 200 kilomètres, large de 80 à 100, aurait également l'avantage d'être aussi une digue. Il empêcherait les Magyars de rejoindre les Allemands pour lesquels ils nourrisent une si dangereuse sympathie. Tout en faisant communiquer les deux grandes îles slaves, il barrerait ainsi la fameuse route Hambourg-Golfe Persique qui devait être la colonne vertébrale de la *Mitteleuropa* pangermaniste. C'en serait fini du *Drang nach Osten* de la poussée germanique vers l'Orient. L'Europe et le monde avec elle pourraient travailler en paix.

---

(1) A. Chervin, *L'Autriche et la Hongrie de demain* (Paris, 1915.).

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons cru bon de grouper ici le titre des principaux ouvrages en langue allemande consacrés, avant et pendant la guerre, par des théoriciens allemands, austro-allemands ou magyars à la question de la *Mitteleuropa*. Nous n'avons pas la prétention de donner une bibliographie complète. On peut voir néanmoins, par la richesse de cette « littérature » l'importance que nos ennemis attachent au problème.

Nous faisons précéder d'un astérisque (*) le nom des auteurs magyars.

I. — Avant la guerre

F. Bley, *Die Weltstellung des Deutschtums*, Munich, 1897.

Dr Hasse, *Deutsche Weltpolitik*, Munich, 1897.

Langhans (Paul), *Alldeutscher Atlas*, Gotha, 1900.

(*) Lukacs, *Die handelspolitische Interessengemeinschaft zwischen dem Deutschen Reiche und Osterreich-Ungarn*, Gottingen, 1913.

(*) Matlekovits (Dr A. von), *Die Zollpolitik der österreichisch-ungarischen Monarchie und des deutschen*

Reiches seit 1868 *und deren nächste Zukunft*, Leipzig, 1890.

Dr Mehrmann, *Deutsche Welt-und Wirtschaftspolitik*, Munich, 1900.

Naumann (Friedrich), *Deutschland und Œsterreich*, Berlin, 1900.

Tannenberg (Richard), *Gross-Deutschland die Arbeit des* 20. *Jahrhunderts*, Leipzig-Gohlis, 1911.

Waldersee, *Was Deutschland braucht*, Berlin, 1895.

Zopfl (Dr Gottfried), *Mitelländische Verkehrsprojekte*, Berlin, 1895.

Das magyarische Ungarn und der Dreibund, Munich, 1891.

Die deutsche Politik der Zukunft, Munich, 1900.

Deutschland bei Beginn des 20ten *Jahrhunderts*, Berlin, 1900.

Grossdeutschland und Mitteleuropa um das Jahr 1950, Berlin, 1895.

Œsterreichs Zusammenbruch und Wiederaufbau, Munich, 1899.

Œsterreich als Einheitsstaat, Munich, 1900.

II. — Pendant la guerre

Battaglia (Dr R. Freiherr von), *Ein Zoll-und Wirtschafts-bündnis zwischen Œsterreich-Ungarn und Deutschland*, Vienne 1917.

Diehl, *Zur Frage eines Zollbündnisses zwischen Deutschland und Œsterreich*, Iéna, 1915.

Eichhorn, *Mitteleuropa*, Hildesheim et Leipzig, 1916.

Gerloff, *Der wirtschaftliche Imperialismus und die Frage der Zolleinigung zwischen Deutschland und Œsterreich-Ungarn*, Stuttgart et Berlin, 1915.

Gurtler (Dr Alfred), *Œsterreich-Ungarn ein Schema für Mittel-Europa*, Graz et Leipzig, 1916.

Haushalter, *Deutsch-österreichische Zolleinigung*, Munich, 1915.

Irresberger, *Das deutsch-österreichisch-ungarische Wirtschafts-und Zollbündnis*, Berlin, 1916.

JASTROW, *Die mitteleuropäische Zollannäherung und die Meistbegünstigung*, Berlin, 1915.

JESSER, *Deutscher Imperialismus oder mitteleuropäische Interessengemeinschaft*, Prague, 1915.

KAUTSKY (Karl), *Die vereinigten Staaten Mitteleuropas*, Stuttgart, 1916.

KOBATSCH, *Ein Zoll-und Wirtschaftsverband zwischen dem Deutschen Reiche und Œsterreich-Ungarn*, Berlin, 1915.

KOHLER, *Der neue Dreibund*, Munich, 1915.

KRANOLD, *Der deutsch-österreichische Wirtschaftsbund als sozialdemokratische Aufgabe*, Berlin, 1915.

LISZT (von), *Ein mitteleuropäischer Staatenverband als nächstes Ziel der deutschen auswärtigen Politik*, Leipzig, 1914.

LOSCH, *Der mitteleuropäische Wirtschaftsblock und das Schicksal Belgiens*, Leipzig, 1914.

LUX, *Der österreichische Bruder*, Stuttgart, Berlin et Leipzig, s. d.

MUNIN, *Œsterreich nach dem Kriege. Förderungen eines aktiven österreichischen Politiker*, Iéna, 1915.

NAUMANN (Friedrich), *Mitteleuropa*, Berlin, 1915.

(*) PALYI (Eduard), *Deutschland und Ungarn*, Leipzig, 1915.

(*) PALYI (Eduard), *Das mitteleuropäische Weltreichsbündnis, gesehen von einem Nicht-Deutschen*, Munich, 1916.

PHILIPPOVICH (von), *Ein Wirtschafts-und Zollverband zwischen Deutschland und Œsterreich-Ungarn*, Leipzig, 1915.

PISTOR, *Die Volkswirtschafts Œsterreich-Ungarns und die Verständigung mit Deutschland*, Berlin, 1915.

RENNER (Karl), *Œsterreichs Erneuerung*, Vienne, 1916.

(*) REVAI (Maurus), *Das Endziel des Weltkrieges*, Berlin, 1916.

RITTER (Winterstetten), *Der organische Aufbau Europas*, Berlin, 1916.

Spiethoff, *Gründe für und wider einem deutsch-österreichisch-ungarischen Zollverband*, Munich et Leipzig, 1916.

Stengel, *Zur Frage der wirtschaftlichen und zollpolitischen Einigung von Deutschland und Œsterreich*, Munich, 1915.

Stolper, *Über die Formen eines Wirtschaftsverbandes zwischen Deutschland und Œsterreich-Ungarn*, Munich, 1916.

Succovaty, *Ein alter Œsterreicher und Friedrich Naumanns Mitteleuropa*, Graz, 1916.

(*) Szterényi, *Wirtschaftliche Verbindung mit Deutschland*, Warnsdorf-in-Böhmen, 1915.

Wolff, *Ein deutsch-österreichisch-ungarischer Zollverband*, Leipzig, 1915.

Politisch-wirtschaftliche Zukunft Deutschlands und Œsterreich-Ungarns nach dem Kriege, Berlin, 1915.

INDEX ALPHABÉTIQUE

TABLE DES MATIÈRES



LA MITTELEUROPA

CLICHÉ DE *la Nation Tchèque*



LE ROYAUME DE HONGRIE

Imprimé sur caractères spéciaux
des « Éditions Bossard »

Saint-Amand (Cher). — imprimerie Bussière

